Vol. 5 No. 13 • Du 12 au 18 Octobre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



MARTELLY-CONILLE : UN DUO NÉODUVALIÉRISTE !

voir page 14

Après le vote de la honte absolue des sénateurs qui met Garry Conille à un pas de la Primature et consolide le duo néoduvaliériste Martelly-Conille, au service de l'International



QUAND LA MINUSTAH PLIERA-T-ELLE BAGAGE ?

voir page 14

Le 19 Octobre prochain, une manifestation est prévue, à Port-au-Prince, par diverses organisations de mouvements sociaux haïtiens pour continuer d'exiger le départ immédiat et inconditionnel de la Minustah sur la terre de Dessalines. La Minustah doit partir et l'armée ne doit pas être ressuscitée







HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Mémoire tenace !

Par Berthony Dupont

Il n'est de mémoire que sélective. La pesanteur du présent avec ses déceptions politiques, la mauvaise conscience ou tout simplement la peur d'envisager sereinement l'avenir, font que, bien souvent, certains chez nous n'ont pas le courage de parler des pages peu glorieuses de notre histoire de peuple. Ainsi en est-il du 17 Octobre 1806, une journée noire, que nous autres Haïtiens, nous ne pouvons oublier. Cette journée fatidique n'a pas été un fait isolé et encore moins un acte gratuit.

En ce mois d'octobre, nous commémorons l'assassinat du Père Fondateur de notre Patrie, le Révolutionnaire Jean-Jacques Dessalines, frappé au Pont Rouge en 1806, pour que furent accaparées nos richesses avec la complicité du capitalisme esclavagiste européen d'abord et l'impérialisme nord-américain ensuite pour une plus efficace exploitation des masses travailleuses et des biens du pays. Et depuis ce jour, c'est la politique de l'exclusion, de l'arbitraire qui sévit dans le pays dans toute sa laideur.

Aussi profitons-nous de cette occasion pour saluer la mémoire de toutes les victimes des forces du mal, de l'empire français à celui des Etats-Unis en passant par celui du Portugal, eux qui ont porté des coups durs aux forces progressistes par l'annulation de certains leaders populaires, dirigeants charismatiques et révolutionnaires. Il nous revient à l'esprit notre Charlemagne Péralte, assassiné le 31 Octobre 1919, Che Guevara assassiné le 8 octobre 1967, Thomas Sankara le 15 Octobre 1967, Maurice Bishop le 19 octobre 1983, Samora Machel le 19 octobre1986. Ils ont été assassinés, mais ne sont jamais partis ni avoir quitté la scène pour autant. Et si nous saluons et cultivons leur mémoire, aujourd'hui, ce n'est pas pour le simple fait du souvenir mais pour culpabiliser l'ennemi qui continue de nous réprimer et de nous déstabiliser, de sorte que les peuples qui luttent encore pour se libérer du joug du colonialisme, du racisme et du néo-colonialisme se rappellent les crimes de leurs ennemis et les gardent en mémoire.

C'est donc parce que nous sommes conscients de cette réalité, que le peuple révolutionnaire haïtien sait qu'il doit être à tout moment, prêt à faire face aux agressions et à défendre la patrie que lui a léguée Jean-Jacques Dessalines, face aux forces capitalistes en agonie et mises en question dans leurs propres pays par leurs propres peuples.

L'impérialisme, ce système abject avec sa triste cinquième colonne composée des éléments d'une bourgeoisie tarée, encadrée de rejetons de mercenaires macoutiques à l'instar d'un Martelly, d'un Mayard Paul, Rouzier, Gousse, Adrien, Conille et autres, est trop borné pour mesurer toute l'impulsion révolutionnaire qu'il crée dans l'adrénaline des peuples victimes des coups répétés qu'il leur porte.

Cette alliance contre le peuple haïtien pour le dépouiller de ses ressources doit être dénoncée sans camouflage en apportant toutes les preuves à l'appui.

Ainsi ce régime arbitraire, au goût de Washington et de Paris est appelé coûte que coûte à disparaître et cela se fera par la lutte du peuple haïtien et par la solidarité sans faille des autres peuples en lutte contre l'agression impérialiste. Il serait dangereux de ne pas prendre sérieusement en main la tâche de nous organiser, d'autant que nous en avons déjà avec sept ans d'occupation. C'est précisément ce que recherchent les forces tutrices et c'est aussi le but de tous ceux qui, à présent prônent la négociation politique pour partager le pouvoir avec les forces du mal. Ils n'ont aucun problème quant à la reconduction de l'armée répressive avec un total pour l'instant de 3500 soldats et un service de renseignement afin de « [contrer] les menaces terroristes et les organisations criminelles ou de surveiller les organisations extrémistes et les mouvements destinés à répandre l'anarchie »

C'est à cette fin que nous supportons toutes les manifestations soit en Haiti, soit à l'extérieur du pays visant à déchouquer les forces occupantes de la Minustah. Au moment où le peuple exige leur départ, un groupe de 148 membres de la compagnie de Génie militaire en provenance d'Indonésie vient de débarquer à Port-au-Prince, le 4 octobre 2011 dernier. A quelle fin sont-ils venus ? On ne le sait pas encore.

Il est vain de chercher à contourner l'incontournable. Nous connaissons déjà l'immensité des dégâts que le colonialisme et l'impérialisme nous imposent, il nous suffit seulement de nous organiser pour un issue du combat bénéfique contre ce régime d'indignité à savoir l'inéluctable victoire. Car un peuple conscient solidement organisé et fermement résolu à défendre ses droits comme nous l'avaient tracé nos valeureux ancêtres particulièrement notre légendaire révolutionnaire et fondateur de la Nation haïtienne, Jean Jacques Dessalines, vaincra coûte que coûte les forces rétrogrades des puissances impériales.

Et l'histoire ne manquera pas de nous donner raison !

A quand la levée de l'embargo contre Cuba ?

Le mardi 25 octobre prochain, le gouvernement Cubain va présenter pour les 20ème fois consécutives son rapport sur la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique contre Cuba et son peuple. L'Assemblée générale des Nations-Unies va voter une résolution pour demander la levée de l'embargo criminel et injuste imposé sur Cuba depuis plus de 50 ans.

Dans cette perspective, l'ambassadeur de Cuba en Haïti, Ricardo Garcia Nàpoles a donné une conférence de presse à Pétion-Ville, ce mardi 11 Octobre pour informer le peuple haïtien en général de la situation dans laquelle le peuple cubain vit depuis plus de 50 ans et sur les conséquences du maintien de la décision des Etats-Unis sur la vie de ce peuple héroïque. Il a demandé le soutien de tous les pays amis de Cuba, particulièrement Haïti dans la prise de décision de l'Assemblée générale de l'ONU. Depuis 20 ans le vote des Nations Unies a été toujours en faveur de la levée du blocus, mais les Etats-Unis refusent toujours de courber sous la décision de l'Assemblée générale.


L'ambassadeur Cubain en Haïti, Ricardo Garcia Nàpoles

Rappelons que de 1961 à 2010, le blocus économique et financier des Etats-Unis a coûté à Cuba plus de 975 milliards de dollars. Cet acte est qualifié de génocide contre le peuple Cuba. Nous espérons qu'Haïti va donner un vote positif en faveur de Cuba qui l'a toujours supporté dans les moments les plus difficiles et ce ne sera reconnaissance envers le peuple et le gouvernement cubains.

Une dominicaine kidnappée et exécutée en Haïti

Par Jackson Rateau

Dans le cadre du phénomène macabre d'insécurité qui fait rage dans la périphérie métropolitaine de Port-Au-Prince, le vendredi 7 octobre dernier, le cadavre de la citoyenne dominicaine, Gloria Guzman Lopez, alias Josefina, a été retrouvé sur les artères de la localité de Bois Monquette, Pétion-Ville, est de la capitale. Madame Perez Guzman, 50 ans, secrétaire générale de l'Association des Dominicains, est une entrepreneuse qui vit en Haïti depuis 25 ans, dynamisant les activités de ses négoces comme un salon de beauté, un studio photo, une fleuristerie et un restaurant.

Selon le quotidien dominicain El Caribe, dans son édition du vendredi 7 octobre 2011, la dominicaine qui a été kidnappée le jeudi 29 octobre dernier, a été retenue en captivité par ses agresseurs qui ont exigé une rançon de 150 mille dollars US contre son relâchement. Nonobstant le versement d'une rançon de 20 mille dollars US versés aux kidnappeurs, ils l'ont exécutée.


Gloria Guzman Lopez, alias Josefina

D'autre part, au Cap-Haitien, le week-end dernier, deux voleurs armés impliqués dans le cambriolage d'un super marché à l'intérieur de la ville, ont été tués lors d'un échange de coup de feu avec les agents de la PNH. Un autre a été lynché par la population en colère. Un des policiers ayant pris part aux accrochages a reçu un projectile au ventre. Des sources policières contactées dans le Nord, ont appris que son état de santé est jusqu'à présent stable.

Par ailleurs, dans la commune de Delmas, le week-end écoulé, des bandits armés, circulant à moto, ont attaqué un citoyen qui venait d'opérer une transaction bancaire. 4 personnes en sont sorties gravement blessées. Tandis qu'au centre ville, Luckenson François, étudiant de la faculté d'Ethnologie a été lâchement descendu par des bandits armés. Le lundi 10 septembre dernier, Pascal ainsi connu, un dangereux criminel qui a été relâché par la justice haïtienne le 27 septembre dernier, a été appréhendé en possession d'une arme à feu.

Dix citoyens pakistanais arrêtés par les autorités haïtiennes

Les informations issues du Parquet du Tribunal des Gonaïves, publiées le jeudi 6 octobre 2011dernier, ont communiqué l'arrestation de 10 citoyens pakistanais dans le département de l'Artibonite dont 7 dans le quartier de Passe-Reine et 3 dans la Cité de l'indépendance. Ces pakistanais considérés comme des illégaux ont fourni aux agents de la PNH, des documents inappropriés par rapport à leur statut de touriste en Haïti. Selon le commissaire du gouvernement des Gonaïves, Messac Philogène, les dix pakistanais qui ont exhibé leurs passeports et permis de séjour en Haïti, ont été placés en garde à vue dans la ville des Gonaïves et remis à l'immigration haïtienne le vendredi 7 octobre 2011 pour être ensuite transférés à Port-Au-Prince. Ces dix étrangers à la recherche de leurs frères musulmans éparpillés à travers le monde, disent-ils, ont entrepris un périple à partir de l'Afrique du Sud jusqu'en Amérique Centrale dont Jamaïque, Trinidad Y Tobago et Haïti. « Par crainte des voleurs, nous n'avons pas apporté avec nous nos identités », a argué l'un des voyageurs. Leurs identités fournies, après avoir été vérifiées par les autorités haïtiennes concernées, les dix pèlerins ont été mis à la disposition de l'immigration haïtienne.

VSN, FRAPH ou Milice Rose en formation ?

Dans le cadre d'une vaste campagne de recrutement dans toutes les villes de province et les sections communales d'Haïti, un nombre innommable de cartes d'adhérents d'un corps paramilitaire, portant la mention Milice Rose (MR), a été délivré aux aspirants à ce corps. Ce corps paramilitaire, Milice Rose (MR), l'équivalent à d'autres corps sanguinaires qui l'ont devancé, est arrivé sur la terre d'Haïti 25 ans après la destitution du corps des Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN) par le peuple souverain d'Haïti en 1986. Selon le sénateur du Nord Moise Jean Charles, ayant profité la séance du vote de ratification technique du Premier Ministre désigné, Gary Conille, pour dénoncer la mise en place dans le pays de cette structure d'horreur et éventuellement une conspiration de Sweet Micky Martelly pour le faire perdre en prison, le président a mis en place toute une machine de manipulation ténébreuse pour essayer d'obtenir un éventuel retrait de son immunité parlementaire. Il a aussi reproché le manque de solidarité de certains de ses collègues sénateurs dont le président du sénat Roodolph Joazile qui, selon lui, aiderait le président à réussir son plan macabre.

Un enfant écrabouillé à Carrefour Marassa

Le matin du mercredi 5 octobre dernier, dans la banlieue de Marassa, nord de Port-Au-Prince, un enfant de 12 ans dont le nom n'a pas été identifié, a été atrocement écrasé par deux engins, et tué sur le champ. Selon des riverains qui ont assisté à l'horrible scène, le garçon, genre d'enfant esclave chez les grands et les moyens en Haïti, venait tout juste d'accompagner l'enfant de son maitre à l'école. Il a été violemment heurté par une moto qui lui a cassé une jambe. Alors qu'il souffrait terriblement sur la chaussée, une voiture qui filait à une vitesse vertigineuse a précipité sur son petit corps et l'a écrabouillé. Les deux conducteurs (moto et voiture) sont partis en vitesse dans leur véhicule.

Au secours Mgr Kébreau! Nous sommes dans les cas

Par Fanfan La Tulipe

ô rage ! ô désespoir ! ô circonstances ennemies !
N'avons-nous donc tant vécu que pour cette infamie ?
Corneille Latulipe

Le poète Anthony Phelps écrivait :« Nous n'avons point de bouche pour parler». Il ne se doutait guère à l'époque du percutant prophétique de son inspiration et de sa poésie. C'est vrai que sous la dictature de Duvalier père, nous n'avions point de bouche pour parler, «les mots usuels [étaient] arrondis, collants du miel de la résignation», mais au moins avec le tyran il y avait un minimum de protocole et on savait qu'on avait affaire à ce que l'on convient d'appeler un président de la république. Mais depuis l'émergence téléguidée du sieur Michel Martelly sur la scène politico-électorale, et surtout depuis son accession à la présidence, aujourd'hui, nous sommes franchement dans les cas. *Nou nan ka*, cas que d'aucun qualifieraient de *ka dòb*.

Même avant qu'il ne fût question de sa candidature, l'actuel président Martelly, aux temps de ses excès, frasques, turpitudes, bizarreries, excentricités et théâtralités carnavalesques et fessadersques s'était déjà fait une triste renommée de chanteur fou, fantasque, dévergondé et obscène. Quant au grand dam des bonnes gens il déclara sa candidature à la présidence, alors là beaucoup ont eu mal jusqu'aux os et on était bien conscients que tôt ou tard ça allait barder, l'animal ruerait dans les brancards.

Dès ce «débat» un peu loufoque entre l'experte en droit constitutionnel Myrlande Manigat et lui, l'homme-musicien Sweet Mickey, on a eu un avant-goût de l'agressivité fantasque du chanteur : «*kite l vini non, se voye yo voye l*». Le panel qui menait le débat, pris de saisissement n'osa pas, ne «zoza» pas contrarier l'arrière petit-fils de Louis Jean Beaugé. Ses membres calbindèrent, se disant en leur for intérieur : qui ose rire dans le noir de cette dérive en plein «débat» à la dérive ?

Depuis, on est aux aguets des brusques changements d'humeur et de langage de celui qui s'est décrit lui-même comme un «bandit», au sens haïtien du terme. D'ailleurs qui se ressemble s'assemble. En effet, c'est bien un certain Roro Nelson qui, le mercredi 31 août passé, lors du lancement d'un projet de logements sociaux à St Michel de l'Atalaye, faisait preuve d'un comportement de «bandit» en tirant cavalièrement, à neuf reprises, la voiture du député Patrick Joseph de Marmelade/St-Michel de l'Atalaye, le pressant macoutement d'applaudir un discours blême et monotone du chef de l'Etat. Alors que Joseph s'était plaint auprès de Martelly du comportement abusif, banditonelsonien de son zélé partisan, le premier mandataire de la nation, de façon non moins banditarde, eut à faire un étrange «compliment» au parlementaire en lui glissant nonchalamment : « Roro ne plaisante pas et si quelqu›un le contrarie, il peut l›étrangler ». Le député, interloqué, avala sa salive, *glòt*, et même faillit… s'étrangler.

Au mois de juillet dernier, au complexe La Promenade à Pétion-Ville, lors du lancement de *Magic Haiti*, une revue de promotion touristique, le président Martelly n'eut aucune retenue. Enfilant son *kanson* de Sweet Micky, tout de go, il éructa : «… vous qui avez déjà échoué, qui exploitez la misère, les faiblesses d'Haïti, taisez-vous ». De façon paradoxale, le public présent, martellyste assurément, applaudit à tout casser. Encouragé et excité par ces applaudissements malsains, Martelly se laissa aller davantage à son sans-gêne coutumier. Assuré de ses arrières hillary-bill-clintoniens, il fit le fanfaron affirmant avoir à sa disposition la loi et les forces armées (sic), n'avoir peur de rien, et avertissant ceux qui auraient l'intention de s'attaquer à lui de savoir à quoi s'en tenir. Le public de circonstance sans doute nostalgique du francisco-duvaliérisme ovationna encore bêtement les propos provocateurs du débile mental. Mgr. Kébreau, venez, venez vite dire vos oraisons car nous sommes dans les cas.

Animé d'un grand souffle touristico-futuriste et positivo-constructif, Martelly reprocha aux médias de «donner libre cours au sensationnalisme au détriment du pays et de ses intérêts supérieurs».



Mgr Kébreau, la prochaine fois, avan ou bay Micky la communion, sonje ba li bonjan l'absolution

Volubile, creux et sot, il pavoisa : « Ces jours-ci j'évite d'écouter les émissions à sensation, question de pouvoir se payer l'heure, des émissions qui claironnent que rien ne va et prédisent des événements dramatiques. C'est bon pour ceux qui aiment les sensations, mais pour Haïti c'est un pas à l'opposé». Devant son chaleureux auditoire il présenta le nouveau magazine *Magic Haiti* source de «bonnes informations» (sic). D'ailleurs, soulignait-il, il ne recherchait pas le soutien des médias et prétendait pouvoir aisément s'en passer.

Agent et propagandiste d'un avenir touristique radieux pour le pays, Martelly n'y est pas allé du dos de sa cuiller d'optimisme béat agrémenté d'une pointe de vagabondo-machisme rétrograde: « Nous devons vendre nos jolies plages, notre soleil chaud, notre peuple chaud, nos jolies femmes ». Vous avez bien lu : vendre nos jolies femmes. Le mec n'ayant jamais eu aucun respect pour les femmes, son naturel rétro est venu à sa rescousse, au grand galop, lui servant d'inspiration. Cette frange médiocre de la société présente à La Promenade ce soir-là, coutumière et gourmande des habitudes et comportements obscènes de bas ventre à la Sweet Micky se sentit aux anges et ne manqua pas d'applaudir, y compris les femmes. Mgr Kébreau, *nou nan gwo ka*. La prochaine fois que vous donnerez la communion à Martelly, n'oubliez pas de le confesser et de lui donner l'absolution au préalable.

Après avoir méprisé la presse et ravalé les femmes haïtiennes au niveau de simples produits de consommation si ce n'est de corps voluptueux et aguichants à «vendre» au premier et dernier affamé de sexe, Martelly, ajoutant une nouvelle gaffe à son palmarès d'outrageants exploits sweet-mickystes, avança que l'ambassadeur des Etats-Unis, son «ami» Kenneth Merten, lui prêtait main forte dans sa croisade futuro-touristique. En effet, le diplomate, entiché de faire venir des investisseurs intéressés à Haïti (et à leurs profits *san gade dèyè*), lui avait amené au Palais National une perle investissante assez rare, Martha Stewart. Brrr !

Cette richissime femme d'affaires, d'origine polonaise, comme on le sait, avait été condamnée pour des transactions financières frauduleuses, ce qui lui avait valu une peine de cinq mois de prison suivie d'une période de deux ans de liberté sous surveillance y compris le port d'un bracelet électronique pendant cinq mois (CNN 5 mars 2004). Avec d'anciennes déblosailles immobilières sweet mickystes en Floride et des démêlés judiciaires stewartistes graves, le pays allait être bien embarqué dans la grande aventure touristico-investissante de Martelly. Mgr Kébreau, nous sommes dans les cas.

Finalement le vase sweet-mickyste– la vase, devrais-je dire – déborda, lors d'une cérémonie officielle organisée à l'école nationale de Tabarre, au tout début de ce mois, au moment de la réouverture des classes. Exaspéré et énervé par un journaliste de Scoop FM qui le pressait de faire le point sur le CSPJ (conseil supérieur du pouvoir judiciaire), d'accouchement difficile, le président Martelly, le premier mandataire de la nation, le premier citoyen du pays, l'homme sur qui tous les regards sont tournés en attente de modèle à suivre, menaça le représentant de Scoop d'«entrer dans sa mère», ce qui dans les mœurs haïtiennes correspond à l'injure elle-même. Ce fut le scoop du jour dont ont profité les médias et le grand public zengueur pour en faire leurs gorges chaudes.

Bien entendu avec Martelly, on n'est jamais sorti du bois. Des accrochages avec des journalistes, ses propos – aussi bien que ceux de son entourage – peu flatteurs et pas toujours rassurants sur le respect de la liberté de la presse sont bien connus depuis le début de sa présidence. En effet, le lendemain de son comportement obscène et révoltant, dégradant pour les femmes, lors d'une conférence de presse, Martelly persistait dans son absence de savoir-faire et savoir-vivre. Il signait : « Je n'ai pas aimé la façon dont j'ai été abordé ; j'ai répondu, et c'est fini ». Donc, de la part du premier mandataire de la nation aucune excuse pour cet affront aux usages, aux mœurs du pays, à la dignité de la femme, de sa femme et de sa mère.

Contrairement à Mgr Kébreau qui avait conseillé au président d'enfiler son pantalon de Sweet Micky, de *vakabon*, Mgr Pierre André Dumas est venu rétablir l'équilibre, effacer la honte sacerdoto-kébreauiste. Intervenant sur les ondes de Radio Magik 9, le prélat de la dignité a mis les points sur les i: «Le peuple haïtien est très attaché au respect dû à une mère. Or, la plupart des familles sont monoparentales. C'est surtout la mère qui se fatigue… La figure maternelle parle beaucoup en Haïti. L'on sait qu'on peut dire beaucoup de choses dures à l'Haïtien, il ne se fâche pas, mais lorsqu'on touche à sa maman, quelle que soit la façon, il n'est pas content… **il faut qu'on ait le courage, quand on a fait des erreurs, quand on a été trop loin, de dire «je m'excuse»».**

Intervenez Mgr Kébreau ! Intervenez, membres de la haute hiérarchie catholique, intervenez, pasteurs protestants ! Protestez contre l'outrage ! Les représentants des médias l'ont déjà fait, Mgr Dumas vient de le faire, pourquoi pas vous ? Et vous, pieux et dévot catholique, ex-Premier ministre pressenti Daniel Gérard Rouzier, vous qui disiez :«Une Foi forte voit l'invisible, croit l'incroyable et reçoit l'impossible», pouvez-vous au moins déceler la visibilité dépravée de Martelly ? Croyez-vous ou non à l'incroyabilité des menaces d'«entrée» de Martelly dans l'intimité de nos mères, de votre mère, de la mère de Mgr Kébreau ? Dites, ex-Premier éconduit, que pensez-vous de l'inconduite de votre président qui d'ailleurs vous sacrifia sur l'autel de combines souterraines ? Votre foi a-t-elle accepté de «recevoir l'impossible» sans mot dire et sans maudire les propos grivois, grossiers, obscènement croustillants de votre président ? Mgr Kébreau, nous sommes dans les cas.

Mgr Dumas, en s'adressant à Martelly a eu raison :« il faut savoir se transcender, savoir se dépasser, puis rechercher les intérêts supérieurs de la nation». Mais en est-il capable, l'animal ?

Inondasyon nan Sid peyi a

Twa moun jwenn lanmò yo akoz inondasyon sou plizyè depatman nan peyi a espesyalman nan zòn sid la. Selon depite Tòbèk/ Chantal la, Guy Gérard Georges, gen 2 moun ki mouri nan sid la ak anpil dega materyèl dlo a fè. Lòt moun ki mouri a, se nan zòn Gran Boukan, komin Baradè li ye.

Daprè yon kominike Sant Nasyonal metewoloji ayisyen an, se pou tout semèn lapli a ap tonbe konsa epi ap gen anpil loraj tou.

Men bagay ki pi tris la, depite Gérard Georges fè konnen to maladi kolera a gen tan monte nan komin lan akoz inondasyon an.



Depite Tòbèk/Chantal la, Guy Gérard Georges

Commemoration of the Assassination of
EMPEROR JEAN- JACQUES DESSALINES



The Bicentennial of Haitian Independence Memorial Plaza
In Roger Williams Park, Providence, Rhode Island

Jean-Jacques Dessalines (September 20, 1758- October 17, 1806) was a leader of the Haitian Revolution and the first ruler of an independent Haiti (1804-1806). He is regarded as Haiti's founding father.

We will honor the spirit and great contribution of Jean-Jacques Dessalines in an event on Sunday, October 16, 2011 from 10:30 am until 12:10pm at the Wyndham Garden Hotel, located at 220 India Street in Providence, Rhode Island.

It will be followed by a ceremony at Roger Williams Park in Providence to lay a commemorative wreath at the Haitian Memorial Plaza, from 12:30 pm to 1:00 pm.

We invite you to join several Haitian community leaders to commemorate the 205th anniversary of the Dessalines' death and to continue to celebrate our history and foster appreciation of our heritage in our young people.

Phone (508) 840 6300
E-mail: rdazulme@yahoo.com

Manifestasyon Sendika yo pou mande bonjan travay

Vandredi 7 Oktòb 2011 lan se jounen entènasyonal travay desan nan tout peyi sou latè. Nan dat sa a, ouvriye ayisyen yo, ki nan plizyè sendika tankou : Batay Ouvriye, Entè Sendikal premye me (ESPM-BO), Sant Nasyon Ouvriye Ayisyen, (KONHA), Sendika anplwaye ONA, (SEONA), Federasyon Ayisyen Travayè Atizan ak Pwofesyonèl (FEHATRA), Aksyon Unite Motive pou yon Ayiti Dedwa (AUMOD) ki te sipòte plizyè travayè nan chomaj te òganize yon mach ki gen 250 ak 300 moun pou mande bonjan travay pou tout travayè nan peyi Ayiti. Manifestasyon te rasanble epi demare sou plas Myèl la, nan Kafou Ayewopò a sou wout Delmas a, pou l t al fini devan lokal SONAPI, yo rele pak endistriyèl la, ki chita sou wout ayewopò a.

Sou pankat yo tout moun t ap li : « Bonjan travay ! Bonjan kondisyon travay ! Bonjan asirans ! Respè dwa travayè yo ! Respekte dwa moun k ap travay yo ! Bonjan pwoteksyon sosyal pou tout travayè ! » Yon jou avan manifestasyon an, jedi 6 Oktòb la, reprezantan Sendika sa yo te bay yon konferans pou laprès pou yo te esplike kisa bonjan travay vle di pou yo. Yannick Etienne, nan Batay Ouvriye te pale konsa : « Ajanda travay desan an chita sou 4 gwo objektif : Kreyasyon anplwa, garanti dwa fondamantal travayè yo, pwoteksyon sosyal, ki kouvri travayè yo pandan tout lavi yo ak pwomosyon dyalòg sosyal. Travay la vle di : Tout fanm ak gason dwe jwenn yon travay pwodiktif pou li fè nan kondisyon ki dirab epi peye yon salè ki pèmèt li okipe tèt li ak fanmi l nan diyite ak respè ; Dwa travay fondamantal chak fanm ak gason respekte nan lye travay yo. Savledi, travayè a oswa travayèz la kapab òganize tèt yo an sendika pou revandike bonjan salè, kondisyon travay ak avantaj sosyal tankou transpò gratis oswa yon ti monnen lè li prale epi tounen sot travay, manje nan kafeterya ki sibvansyone, klinik sante, kote yo ka jwenn laswenyay pou tèt pa yo ak pwòch nan fanmi yo, gen sèvis gadri ak sibvansyon pou yo al lekòl oswa aprann yon metye yo chwazi, devlope kapasite pwofesyonèl yo elatriye.

Chak fanm ak gason jwenn bonjan pwoteksyon ak sekirite sosyal nan trayay y ap fè a. Ki vle di jwenn asirans sante pou lè yo malad ak lè gen aksidan nan travay la, asirans chomaj, alokasyon familyal ak bonjan pansyon pou lè yo pa kapab travay ankò.

Chak fanm ak gason kapab diskite epi negosye ak patwon oswa reprezantan patwon sou tout koze ki konsène travay ak relasyon nan travay la san kè sote, san yo pa sibi reprezay. Kidonk, san travayè pa gen pou pèdi dyòb li paske li te mande yon ogmantasyon salè oswa li mande enstriman travay pou li fè travay li pi byen. »

Bagay sa yo pa respekte nan peyi Dayiti, kote tout travayè ak travayèz ap mande tèt yo èske salè minimòm 150 goud, 200 goud oswa 250 goud la se yon salè desan, oswa li pèmèt li mennen yon lavi desan ? Eske sistèm asirans ONA ak OFATMA ba yo bonjan pwoteksyon sosyal nan koze lasante, aksidan travay, matènite ak lè yo pa ka travay ankò? Eske jounalis kapab ap touche 2500 goud toujou pa mwa, san yo pa kouvri ak okenn asirans, lè yo nan lari a ap kouvri yon evennman ? Eske dwa fondamantal travayè yo pwoteje nan peyi a vre ? Se yon ansanm kesyon k ap jwenn repons yo nan fason travayè yo òganize yo, nan sendika e fason y ap batay pou fòse Leta ayisyen fè respekte lalwa, jan lajistis ap aplike lalwa.

Se depi nan lane 2008 konfederasyon sendikal Entènasyonal (CSI an fransè) te chwazi dat 7 oktòb la pou te selebre jounen mondyal travay desan toupatou sou latè. Oganizasyon Entènasyonal Travay (OIT) ki te vini ak lide a, fè pwomosyon pou ajanda travay desan, an Ayiti nou rele l bonjan travay. Selon ajanda OIT a, Travay desan an ta dwe konbat povrete ak lamizè, travay ta dwe yon faktè kle pou byennèt ekonomik yo, se yon sous revni pou travayè yo, travay ta dwe kontribye nan pwogrè sosyo-ekonomik peyi a. Konsa moun k ap travay la ap vin pi byen ak fanmi l, Kominote a ap fè pwogrè tou.

Men se pa sa nou konstate an Ayiti, kote ouvriye yo ap travay nan faktori soutretans, gwo miltinasyonal la, se plis mizè ak povrete yo vin kreye nan peyi a, se pwodiksyon nasyonal la yo vin detwi, se ekonomi nasyonal la k ap fè bak chak jou.

Nan menm jounen 7 Oktòb la te genyen 2 lòt manifestasyon travayè yo, youn se te Kòdinasyon Sendikal Ayisyen (CSH), Mouvman Sendikal Ayisyen (MSH), Inite Travayè Transpòtè Ayisyen (UT2 H), Sektè Transpòtè piblik Ayisyen (STPH) ki te jwenn sipò gouvènay lyezon òganizasyon baz ak sendika yo (GLOBS) ki te òganize l. Manifestasyon sa a ki te gen yon santèn moun, te sòti Babyòl nan Tijo, pase nan ri Charles Summer devan ministè Afè Sosyal la, kote yo te delivre yon mesaj, epi desann devan Palman ayisyen an, sou Bisantnè a, kote yo t al renmèt depite ak senatè yo yon dokiman ki genyen ansanm revandikasyon yo. Nan papye sa a yo deklare : « Aprè koudeta sanglan militè poutchis yo, nou te wè anpil antrepriz kite peyi a ale nan lòt peyi, anmenmtan yo te kòmanse pèsekite lidè sendika yo. Nou vin konstate disparisyon sendika yo nan Izin ak faktori an Ayiti yo, se lè gouvènman nan epòk sa a te deside fèmen HASCO, privatize Siman Dayiti ak Minotri Dayiti epi mete plis pase 50 mil travayè ak travayèz nan chomaj pwograme, plis pase 50 mil manman ak papa pitit lage dezolasyon total kapital, nan sitiyasyon tèt chaje. »

Nan menm papye sa a, yo mande pouvwa lejislatif la fè bonjan lwa k ap pwoteje epi garanti dwa travayè yo, pou travayè yo genyen bonjan salè ak asirans sosyal, pouvwa egzekitif la kreye kondisyon pou mete bonjan travay nan peyi a epi fè respekte dwa travayè yo e pouvwa jidisyè a aplike lalwa san patipri, pou travayè yo ka jwenn jistis lè patwon yo ap vyole dwa yo.

Se konsa 840 travayè nan lameri Pòtoprens, ki gen 54 mwa depi yo pa peye yo lajan travay yo, ak fòs kouraj te pran lari a, manifeste vandredi 7 oktòb la pou denonse majistra Pòtoprens lan, Muscadin Jean Yves Jason ki pa janm sispann reponn ak revandikasyon epi pou responsab kou Siperyè dèkont kisa y ap fè ak dosye 840 travayè sa yo. Philippe Delva ki se responsab Sendika Lameri Pòtoprens lan, mande dirijan Meri a kisa yo fè ak kòb pansyon anplwaye yo, genyen moun ki pase 50 lane ap travay nan Meri a, jodi a ki pa ka touche lajan pansyon yo. « Ayiti pa ka rekonstwi san travay desan, san respè dwa travayè yo. Selon Philippe Delva.

Manifestasyon travayè Lameri Pòtoprens yo te demare devan lokal ministè Enteryè, li pase nan plizyè ri nan kapital la pou l t al fini devan Palman an. Vandredi 7 Oktòb 2011 lan, se te yon okazyon pou travayè nan peyi Dayiti te òganize diferan manifestasyon pou sansibilize otorite yo sou vyolans dwa travayè yo nan peyi a. Jounen jodi a genyen 70 a 80 pousan moun ki pap travay, e ti ponyen moun k ap travay yo pifò ladan yo pa gen yon salè desan e nan yon movè kondisyon. Men daprè tout moun k ap reflechi, yo fè konnen sèl fason pou travayè jwenn travay desan, bonjan travay e pou kondisyon travay respekte fòk travayè òganize l pibyen pou fè presyon sou dirijan Leta yo pou yo ka mete bonjan travay nan peyi a, pou tout travayè jwenn bonjan travay pou peyi ka fè pwogrè ekonomik ak sosyal.



Garry Conille, jusqu'à quand ?

Par Catherine Charlemagne

Cinq mois après l'investiture du Président Michel Joseph Martelly (14 mai 2011), Haïti se dote enfin d'un nouveau Premier ministre. Par 17 voix pour, neuf abstentions et trois contre, le Sénat de la République ratifie à son tour, certes avec moins de brio, le Dr Garry Conille comme le nouveau chef de gouvernement. Après le vote à l'unanimité à la Chambre des députés deux semaines plus tôt, qui s'en doutait vraiment ? Ne Sommes-nous pas, et pour longtemps, dans une République de coquins où l'incohérence des uns fait le malheur ou le bonheur des autres ? En tout cas, il y a une personne en Haïti qui n'oubliera jamais cette date du mardi 4 octobre 2011. Une ratification qui doit lui rester à travers la gorge.

Et pour cause. Cette personne s'appelle Daniel Gérard Rouzier. Homme d'affaire haïtien. Entrepreneur. Surtout propriétaire et résident depuis toujours en Haïti. Pourtant, il a été recalé. Humilié. Ecrasé. Bref, insulté même par les bons députés du peuple. Prétexte, il a été Consul honoraire de la Jamaïque. Les défenseurs à la lettre de la Constitution ne voulaient pas d'un « étranger » comme Premier ministre. Mais, voilà arrivé dans la mêlée un certain Garry Conille. Influent dans les milieux diplomatiques. Puissant ami d'un grand « ami » d'Haïti. Enfin, ce Conille est loin d'être un ami du chef de l'Etat. Du coup, il peut faire l'affaire. Malléable. Manipulable, espère-t-on au Bicentenaire.

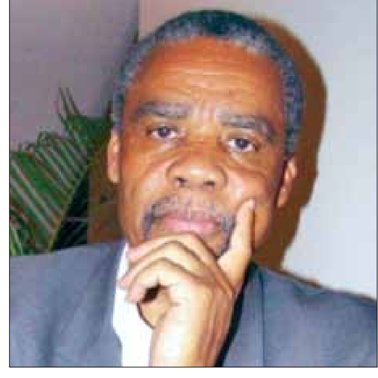
Par un coup de baguette magique à nul autre pareil, le bon docteur va retourner comme des crêpes tous les grands « patriotes » de la Chambre basse et du Sénat. Mieux, le Premier ministre désigné va porter les parlementaires à faire une autre lecture de la loi mère. Contrairement à ses deux prédécesseurs qui n'ont pas su convaincre les élus mêmes en étant en conformité avec les énoncés constitutionnels, Conille va se révéler plus habile politiquement. Plus libre aussi pour pouvoir négocier. Profitant d'un contexte nettement plus favorable vu le retard pris dans ce dossier vieux de près de cinq mois, l'aspirant Premier ministre a joué sur la culpabilité des parlementaires pour s'imposer. De promesses en compromission. De reniement en adhésion.

Entre Garry Conille et les parlementaires c'est l'entente parfaite. Qui trompe qui ? Qui trahira le premier ? La « Ligne Maginot » est en fait marginale. S'il y a un candidat à la fonction de Premier ministre qui ne remplit pas vraiment toutes les conditions requises pour accéder à la Primature, c'est bien Dr Garry Conille. Le postulant lui-même en est conscient. Convaincu. Il n'est pas apte selon plusieurs articles de la Constitution à briguer cette haute fonction régalienne de l'Etat. Au vu de la Constitution, le simple fait de le désigner au poste de chef de gouvernement est déjà une faute politique. Une entorse aux Institutions. On dit qu'il est un diplomate. Haut fonctionnaire international.

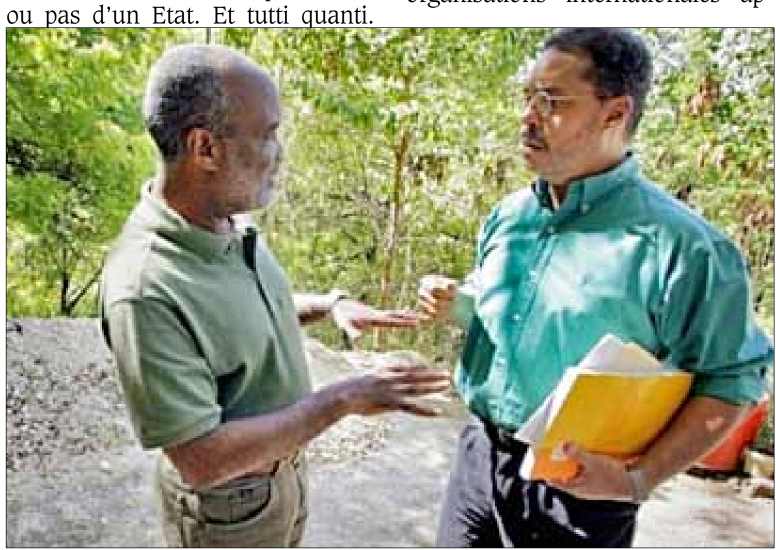
Des juristes, à coup d'articles interposés, ont mené la polémique sur son statut de diplomate. De fonctionnaire de l'ONU. De représentant ou pas d'un Etat. Et tutti quanti.



S'il y a un candidat à la fonction de Premier ministre qui ne remplit pas vraiment toutes les conditions requises pour accéder à la Primature, c'est bien le protégé de Bill Clinton, le Dr Garry Conille



Ericq Pierre étant fonctionnaire de la Banque Mondiale, mais pas représentant d'Haïti à la BM



Robert (Bob) Manuel (à droite) et René Préval

Franchement, était-il nécessaire de faire tous ces bruits pour rien. Débats intéressants certes, mais pour nous apprendre quoi ? Pas grand chose. Tout le monde sait que le Dr Garry Conille n'a jamais été en poste pour le compte de l'Etat haïtien à l'étranger. Ni à l'ONU, ni au Niger. Et nulle part ailleurs. Son travail au siège des Nations Unies à New York est équivalent à n'importe quel immigré travaillant dans une entreprise.

Son statut ou son titre étant différent mais à aucun moment il ne pouvait prétendre travailler pour son pays. Encore moins pour l'Etat ou le gouvernement de cet Etat. Combien d'immigrés haïtiens travaillent actuellement pour des administrations publiques dans les pays où ils habitent ? D'ailleurs, Garry Conille n'est pas le seul Haïtien à pouvoir travailler au sein des Organisations des Nations Unies. Peuvent-ils, eux aussi, revendiquer le statut d'extraterritorial du fait qu'ils travaillent pour le compte de cette organisation internationale? La réponse est non.

Nous connaissons des haïtiens qui ont ou qui ont eu des responsabilités au sein des Partis politiques, dans la fonction publique au Canada, en France, aux Etats-Unis d'Amérique, etc. Travaillent-ils pour autant pour l'Etat haïtien ? Ne font-ils pas tout simplement que gagner leur vie en exerçant simplement leur métier ? C'est une supercherie primaire d'avancer que Gary Conille était un diplomate en service à l'extérieur et de ce fait qu'il devait bénéficier le statut d'extraterritorial. Non, trois fois non.

Garry Conille était un immigré comme tout le monde. Comme les trois millions de ses compatriotes à travers la planète. Comme des milliers de fonctionnaires et de hauts fonctionnaires de diverses organisations internationales appelés à faire fonctionner les lourdes machines que sont les Institutions et organismes mondiaux ou régionaux. Pourquoi Garry Conille n'a-t-il pas sa Carte d'Identification Nationale (CIN) ? Encore une autre question. Alors qu'il nous laisse entendre ou certains voudraient nous faire croire qu'il n'est pas responsable de la lenteur administrative haïtienne.

La raison est on ne peut plus simple. Comme pour la majorité d'immigrés haïtiens, en effet, Conille ne pensait pas retourner tout de suite en Haïti. Peut-être pas du tout. Jamais même. Pris par surprise, même l'organisme public haïtien chargé de délivrer cette pièce d'identité n'a pas eu le temps de lui en fabriquer une. Demande précipitée. Tardive et curieuse pour un docteur qui se dit résident dans la capitale et qui en théorie connaît du monde. Beaucoup de monde bien placé. Si l'intéressé voulait se procurer ce « sésame », depuis longtemps il l'aurait fait. Etant médecin, ayant un statut d'éducateur dans une société sous-développée comme Haïti, Dr Garry Conille devrait servir de modèle, d'exemple en encourageant ses compatriotes à exercer leur devoir civique. A condition, naturellement, que lui-même se soucie de ses droits et devoirs envers son pays.

Celui qui prendra dans quelques jours les rênes du gouvernement avait tout le temps s'il le voulait de se munir de cette Carte servant aussi de Carte électorale. Il a été chef de Cabinet de l'ancien Président Américain, Bill Clinton. Il était souvent à Port-au-Prince en compagnie de son patron. Combien de temps lui fallait-il pour faire un saut à Pacot au siège de l'organisme pour faire sa demande ? Sauf, évidemment, s'il était conscient qu'il ne résidait pas dans le pays. Car, d'autres immigrés comme lui, ayant décidé de retourner s'installer au pays, ont entrepris le plus rapidement possible les démarches afin de se doter de ce document important leur permettant d'exercer leur droit civique en tant que citoyens.

Pas de résidence de cinq années consécutives dans le pays selon l'article 157 de la loi fondamentale. Pas de Carte d'électeur depuis sa mise en place en 2005. Pourtant il en fallait plus pour convaincre les deux Chambres du Parlement que ce candidat, en dépit de ses compétences intellectuelles et professionnelles, ne répond pas aux conditions requises pour être ratifié Premier ministre. Pour l'histoire, rappelons que plusieurs personnalités désignées pour occuper cette fonction ont été déboutées pour ces deux raisons. Robert (Bob) Manuel désigné par son ami de trente ans, le Président René Préval, s'est disqualifié pour absence de Carte électorale. Alors qu'il était l'un des piliers de la campagne du candidat Préval avant de devenir son Conseiller à la présidence de la République.

Il y a eu Ericq Pierre. Son cas est emblématique dans la mesure où il s'est fait recaler à deux ou trois reprises. Tantôt parce que les parlementaires lui réclamaient des documents concernant son arrière, arrière grand'mère. Tantôt qu'il ne pouvait prouver avec certitude sa résidence en Haïti, étant fonctionnaire de la Banque Mondiale. Mais pas représentant d'Haïti à la BM. Le plus absurde pour ne pas dire comique dans le cas de Gary Conille, c'est le titre de propriété qu'il a présenté à la Commission de ratification. Le document atteste un terrain du côté du Morne de l'hôpital dans la commune de Port-au-Prince. Sauf que après vérification l'on constate que non seulement ledit terrain appartient à l'Etat haïtien, mais le plus drôle c'est un terrain classé « zone protégée » donc interdite à la construction. Du coup, le Dr Garry Conille dans un pays sérieux aurait pu être poursuivi pour vol et usurpation de titre.

Malgré tout cela, nos très respectés parlementaires ne trouvent rien à en redire au nom de leurs intérêts personnels. Là où d'autres avant lui-même avec des dossiers complets et conformes aux prescrits de la Constitution ont échoué bêtement, Garry Conille qu'on dit plus politique qu'il n'y paraît, a brillamment réussi son coup de force grâce à un système politique dans lequel on fait davantage de négoces que de la politique. Des marchandages en guise de négociation politique. L'arrivée de Garry Conille à la Villa d'Accueil n'est rien d'autre que le fruit d'institutions totalement défaillantes. Des parlementaires qui ne le sont pas vraiment. D'ingérence extérieure dans les affaires internes haïtiennes. De l'absence de leadership politique. Toutes les tares qui nous ont valu tous les Présidents de la République. Les Premier ministres. Les sénateurs. Les députés et les maires. Bref, le pouvoir politique haïtien depuis ces cinquante dernières années.

C.C

Interview de Camille Chalmers avec la CADTM

Les Haïtiens sont de plus en plus conscients du caractère inacceptable de la domination impérialiste. Les propos de Camille Chalmers, directeur exécutif de la PAPDA |1| ont été recueillis par Camille Lebouvier stagiaire au CADTM Belgique.

Camille Lebouvier : Quel est votre ressenti par rapport à l'image d'Haïti véhiculée par les médias européens d'une situation très violente et chaotique ?

Camille Chalmers : Je ressens une grande déception. La presse internationale, les médias mainstream véhiculent une image négative d'Haïti tout à fait différente de la réalité. Cette image est alimentée par de nombreux stéréotypes, notamment ceux des institutions financières internationales qui présentent la situation comme chaotique, sans issue, sans aucun espoir. Ces stéréotypes sont répétés à longueur de journée et s'enracinent non seulement dans une tradition de lecture raciste de la réalité mondiale, mais aussi dans une longue tradition de méconnaissance de la réalité haïtienne, voilée par 200 ans d'apartheid, de mise en quarantaine, suite à la grande révolution de 1804.

Deux événements récents faisaient espérer un peu de changement dans cette vision. Premièrement, l'internationalisation de la crise suite au coup d'État de 2004 |2|, qui a été suivi par une répression militaire autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU puis par le lancement Minustah (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti). Étant composée de représentants de nations différentes, et en particulier de nations latino-américaines, on pouvait espérer qu'elle favoriserait un changement de grille de lecture, de vision. Il n'en a rien été, au contraire : le discours de justification et de légitimation de la présence a prolongé et même aggravé cette image d'un pays qui ne peut pas se gérer lui-même.

Deuxième événement, le séisme du 12 janvier 2010, qui a suscité une vague impressionnante de solidarité citoyenne venue du monde entier, même de pays qui en général ne s'intéressent pas du tout à Haïti. On espérait que ce nouvel intérêt pour Haïti, qui a suscité pendant deux ou trois mois une présence massive de journalistes étrangers, pourrait bousculer un peu les idées reçues et forcer les gens à voir le pays différemment. En ce sens, on peut quand même féliciter quelques médias et journalistes français, notamment l'Humanité, qui ont essayé de donner une idée de comment vit le peuple



Camille Chalmers, directeur exécutif de la PAPDA
(Photo Richardson Seraphin)

haïtien et les raisons de la situation du pays, mais ça n'a pas été souvent le cas. La presse s'est par exemple tue sur des phénomènes comme l'exceptionnelle solidarité inter-haïtienne. De même, l'intervention massive d'ONG caritatives, à but humanitaire, n'a pas eu les effets escomptés en termes de tissage de liens, de nouvelles relations entre Haïti et le reste du monde, à part bien évidemment quelques exceptions.

CL : Justement sur le rôle des ONG locales et des mouvements sociaux, quelle place laisse-t-on aux Haïtiens dans la reconstruction de leur pays ?

CC : Suite au séisme, on a vu de grosses ONG internationales arriver, avec un grand nombre d'expatriés, dépenser des sommes faramineuses qui, au lieu d'aider le peuple haïtien, vont plutôt engraisser les bureaucraties internationales. Elles ont malheureusement consommé une grande partie des dons provenant des citoyens du monde. La plupart de ces grosses ONG internationales ont fonctionné en Haïti comme un État dans l'État. Cette tendance, antérieure au séisme, s'est affirmée et consolidée. Par ailleurs, l'occasion a été saisie par l'impérialisme états-unien pour renforcer sa mainmise sur le pays. C'est ainsi qu'il faut interpréter la mise en place d'un nouveau mécanisme de canalisation de l'aide, la CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti,) co-dirigée par l'ancien président états-unien Bill Clinton, et qui aujourd'hui monopolise une grande partie de l'aide internationale et gère directement ces flux. Bien sûr, ça se fait sans consulter les acteurs haïtiens, sans même consulter le gouvernement. C'est un mécanisme parallèle à l'État haïtien qui se substitue à la mission qui est accordée par la Constitution aux ministères. Mais aujourd'hui une grande bataille se livre au Parlement : le



Les forces de la Minustah refusent de reconnaître leur culpabilité dans l'expansion du choléra et de présenter des excuses, et ils n'ont fait aucun effort pour limiter l'épidémie

président de la République a déjà confirmé qu'il voulait renouveler le mandat de la CIRH et nous espérons qu'au niveau des parlementaires se dégagera une majorité pour empêcher ce renouvellement.

La deuxième dynamique a été celle d'un renforcement de l'exclusion des acteurs haïtiens des espaces clés de décisions et la mise en place d'organismes puissants comme la CIRH qui jouent un rôle déterminant dans l'orientation des politiques publiques. Par exemple, la CIRH a signé énormément de contrats avec des entreprises états-uniennes. On parle même de 95 % des contrats signés pour les projets approuvés par la CIRH qui vont bénéficier aux entreprises états-uniennes. Il y a quelques entreprises dominicaines aussi, mais pratiquement aucune entreprise haïtienne. L'idée est de faire d'Haïti une plate-forme de services pour les transnationales états-uniennes, et de Port-au-Prince un centre luxueux regroupant des centres commerciaux et des hôtels pour touristes. Pour cela, on expulse du centre la masse des gens et on crée des faubourgs avec des bidonvilles, où règnent des conditions sous-humaines.

Dans le cadre de la CIRH, la participation est factice : il y a treize places qui sont occupées par des représentants haïtiens mais qui au fond ne sont pas du tout intégrés au processus de décision. Les Nations unies ont réuni des « clusters », des réunions sectorielles où en principe tous les dirigeants de différents secteurs comme l'éducation, la santé, l'assainissement, l'eau potable… se réunissent pour évaluer la situation et prendre des décisions. L'essentiel de ces réunions se déroule en anglais, ce qui signifie clairement que la plupart des acteurs haïtiens ne peuvent pas participer.

Il y a aussi une autre dynamique beaucoup plus intéressante à laquelle la PAPDA a contribué, qui était de profiter de cette catastrophe pour rapprocher, unifier les mouvements progressistes. Depuis 2010, on a vu beaucoup plus d'initiatives mises en place conjointement par différents groupements qui n'agissaient pas de façon concertée auparavant. Par exemple, le 3 octobre, journée mondiale de l'habitat, nous avons organisé une mobilisation contre les expulsions forcées et pour la défense du droit au logement décent et des droits des citoyens qui sont encore sous les tentes (ils sont encore près de 700 000). On espère que cette dynamique pourra aboutir d'ici la fin de l'année à la mise en place d'une assemblée permanente des mouvements sociaux progressistes qui pourrait se réunir chaque trimestre et mettre en place un espace de décisions et de construction de stratégies collectives.

CL : Pouvez-vous me donner d'autres exemples d'actions concrètes que la PAPDA a pu mener pendant l'année ?

CC : Notre plate-forme organise chaque année une université populaire d'été. En septembre 2010 et en juillet 2011, nous avons pu réaliser deux universités qui ont chacune réuni plus d'une centaine de dirigeants de mouvements sociaux. Nous avons abordé des questions centrales : la dette écologique et les alternatives à mettre en place, la question politique, l'éducation populaire et l'alphabétisation. Sans les fonds récoltés par le réseau CADTM, ces universités n'auraient certainement pas pu avoir lieu.

En 2010, nous avons aussi organisé un séminaire avec la participation d'une soixantaine de jeunes venus essentiellement du milieu universitaire, qui avait pour sujet l'actualité de la pensée de Frantz Fanon dans le cadre du processus de recolonisation d'Haïti. A présent, au sein de l'université, plusieurs groupes de travail utilisent les œuvres de Fanon pour écrire sur la conjoncture actuelle, la crise mondiale et aussi l'actualité haïtienne. Le 26 mars 2011, nous avons rassemblé les différents mouvements sociaux d'Haïti pour faire un bilan critique de la CIRH, une année après sa mise sur pied. De nombreux représentants de camps de déplacés étaient présents et ont témoigné de la situation quotidienne dans les camps. Ces deux activités ont pu voir le jour notamment, grâce à l'appui financier du CADTM.

CL : Quelles étaient les grandes lignes du bilan de l'action de la CIRH ?

CC : La CIRH, qui a les moyens financiers et légaux pour reconstruire le pays depuis le 13 avril 2010, n'a véritablement commencé son action qu'au début du mois de janvier 2011. Par exemple, le ramassage des débris du séisme a été très lent puisqu'au mois de février 2011, on estimait que moins de 10 % des débris du séisme, avaient été ramassés. Alors que le ramassage des débris était une occasion de remobiliser la population et de la faire participer aux travaux, ils ont dépensé presque un million de dollars pour payer des entreprises états-uniennes. La CIRH présente comme une victoire le fait que le nombre de déplacés soit passé de 1 700 000 à la suite du séisme à 700 000 aujourd'hui. Beaucoup de gens fatigués de vivre dans la rue, avec tout ce que cela implique de précarité, ont choisi de retourner dans leur maison malgré les risques que cela comporte. D'ailleurs, pendant la saison cyclonique, au mois d'août, on a eu 28 morts, dont 23 ont été retrouvés écrasés parce qu'ils sont rentrés dans des maisons qui n'avaient pas été consolidées.

La seule action visible, c'est le renforcement de la présence étrangère et de la présence des entreprises états-uniennes. L'une des priorités de la CIRH est l'aménagement de zones franches ; par exemple beaucoup de fonds canalisés par la CIRH ont été utilisés pour l'aménagement d'un parc industriel dans le nord-est d'Haïti, dans une zone que l'on appelle Caracole. Nous considérons que ce parc industriel, dont certains prétendent qu'il va générer 60 000 emplois, va être une véritable catastrophe parce qu'il est situé dans une zone de pêche. Les pêcheurs vont probablement devoir abandonner la zone, qui, dans cinq ou dix ans, sera complètement polluée. Par ailleurs, cette zone concentre la plus grande réserve de mangrove du pays, donc c'est aussi une véritable catastrophe environnementale, mais qui évidement sert les besoins des entreprises à la recherche de main d'œuvre à bon marché.

CC : Le dossier du choléra permet de montrer l'impact dévastateur de la présence des troupes d'occupation. C'est très clair que l'épidémie a commencé tout près de la base népalaise et les premières enquêtes ont démontré que ce campement évacuait ses déchets vers le fleuve, alors même que le fleuve est utilisé pour la consommation humaine par quasiment toute la vallée. Jusqu'à présent, les forces de la Minustah refusent de reconnaître leur culpabilité dans l'expansion du choléra et de présenter des excuses, et ils n'ont fait aucun effort pour limiter l'épidémie. La lutte contre le choléra n'est pas une priorité pour eux malgré le fait que la maladie a déjà tué près de 6 000 personnes et en a infecté près de 20 000. Il y a aussi eu des pertes économiques énormes notamment à la frontière, puisque les Dominicains ont refusé d'acheter la plupart de nos produits agricoles en prétextant qu'ils pouvaient transmettre le choléra.

En outre, il n'y a pas eu de supervision sur la gestion des camps alors même qu'il existe des normes très précises en la matière : respect des normes environnementales, respect des réseaux des fleuves etc. Nous exigeons que les familles qui ont perdu un membre soient dédommagées directement mais aussi que le pays soit dédommagé économiquement à cause de cette maladie. Et surtout, nous exigeons de la part de l'État haïtien, de la Minustah, et des Nations unies la mise en place d'infrastructures sanitaires, permettant d'améliorer l'accès de la population à l'eau potable et aux services d'assainissement à un niveau acceptable. On espère faire une grande mobilisation nationale le 19 octobre, avec un défilé mortuaire symbolique un peu partout dans le pays pour mettre en exergue cette responsabilité pénale de la Minustah et demander son retrait du territoire |3|.

CL : Comment la population réagit par rapport à la présence de la Minustah et par rapport à l'action de la Banque mondiale et du FMI qui tentent d'imposer une politique néolibérale ?

CC : Il y a d'une part une vague impressionnante d'indignation au sein de la population surtout contre la Minustah qui a provoqué de très grosses manifestations de 60 000 personnes sur tout le territoire. Il y a eu aussi récemment des faits absolument affreux, comme le viol d'un jeune garçon de 18 ans de la commune de Port-Saint-Louis par cinq soldats uruguayens. On constate actuellement une conscience de plus en plus claire du caractère inacceptable de la domination impérialiste à travers différents instruments. Notamment, suite au séisme, les gens ont compris très clairement le rôle des grosses ONG et le rôle d'instruments politiques impérialistes. Donc, il y a une avancée en termes de prise de conscience. Ils dénoncent par exemple les actes de corruption dans les ONG. Mais en même temps, il y a aussi une situation d'attente par rapport à l'élection de

Suite à la page (17)

After an Unconstitutional Ratification: Parliamentarians Prepare to Vote on Prime Minister Garry Conille's Policy Statement

By Thomas Péralte

Garry Conille, the protégé of the "international community" or at least of Bill Clinton, became Haiti's Prime Minister on Oct. 4 after 17 of Haiti's 30 senators voted for his ratification, three against, and nine abstentions.

The ratification was flagrantly illegal because Conille patently did not meet the citizenship requirements of Article 52 and the residency requirements of Article 157 of the 1987 Haitian Constitution .

Article 159 of that Constitution states that the "*Prime Minister enforces the law.*" But Garry Conille has no national ID card, did not vote in Haitian elections, and does not pay his taxes in Haiti, all of which, by law, are pre-requisites for his becoming Prime Minister. How can he now be expected to "*enforce the law*" when he doesn't apply it to himself?



Prime Minister Garry Conille with UN Special Envoy to Haiti and IHRC co-chair Bill Clinton. Prior to his nomination, Conille was Clinton's UN chief of staff

"*We have nothing against Mr. Conille,*" said Senator Jean Hector Anacacis, one of the nine senators who abstained, "*but we must respect the Constitution.*"

The 17 senators who voted in favor of Garry Conille's confirmation have not been applauded by the Haitian people, but they have been warmly congratulated by the "*international community.*"

"*We salute the ratification by the Haitian parliament of Dr. Garry Conille as Prime Minister,*" reads a declaration by the U.S. Embassy in Haiti the day after the vote. "*The U.S. government stands ready to partner together with the Prime Minister and his cabinet to meet the urgent challenges of reconstruction. We hope that, since more than four months have now passed without a government ratified by the parliament, President Martelly and Prime Minister Conille will move swiftly to make up for lost time in doing the important work of governing. The United States is ready to work together with our partners in furtherance of this goal.*"

The Secretary General of the Organization of American States (OAS), José Miguel Insulza, applauded the vote with these words: "*I congratulate Prime Minister Conille on his confirmation and wish him all the success in his new job leading his country's government. The consolidation of his team will be a fundamental step, because the responsibility is great and the tasks to be undertaken are urgent. At the OAS we are ready, under his guidance, to keep working towards the country's reconstruction and development.*"

Now Conille must present the broad outlines of what his government's program will be. The Constitution's Article 158 specifies: "*With the approval of the President, the Prime Minister shall choose the members of his Cabinet of Ministers and shall go before Parliament to obtain a vote of confidence on his declaration of general policy. The vote shall be taken in open ballot, and an absolute majority of both Houses is required. In the event of a vote of no confidence by one of the two Houses, the procedure shall be repeated.*"

Some senators question whether Conille will be forced to resign following this policy statement. "*If he does not win over the parliamentarians, they will censure him, and a Prime Minister who receives a vote of censure is forced to resign,*" said one of the Artibonite department's abstaining senators, Anick François Joseph. "*Anything is possible. There are senators who voted 'yes' simply because they want to provide the nation with a government, but I say that I do not see a stable and functional government taking shape, at least not with Mr . Conille.*"

Garry Conille "*has not paid for his identity card, he did not vote, he has not paid taxes and he is someone who has benefitted from circumstances to become prime minister, without a thought of meeting the constitutional requirements,*" said Senator Anacacis. "*The Senate has approved a marriage in which divorce is a foregone conclusion.*"

For Acclush Louis-Jeunes, the deputy representing Dame-Marie (Grand Anse) for the Alternative alliance, Conille's policy statement must address three key questions: the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), the UN Stabilization Mission for Haiti (MINUSTAH) and the resurrection of the Haitian Army. "*Everyone knows that I was in the demonstration against the IHRC, and now the Prime Minister, even if it was the international community which chose him, will have to say whether the IHRC should be repatriated to Haitians or whether he will leave it in the hands of Bill Clinton. The second question is about MINUSTAH's departure. The Prime Minister must tell us when MINUSTAH will leave, he must be clear on this, because it will determine a lot of the general policy. Thirdly, we must take up the issue of the Army. Today it is extremely important, if the army is going to be brought back, that there is a debate about it among all sectors of our society.*"

Meanwhile, the representative for Mirebalais / Boucan-Carré, Deputy Abel Descolines, said that the Group of 58, the largest voting block in the Chamber of Deputies, would be watching for how posts were apportioned. "*As for the vote of the Group of 58 with respect to the general policy statement, nothing is guaranteed for the Prime Minister,*" he said. "*First and foremost, we want answers to questions on a range of issues, particularly on how the government will be formed. Who will be the ministers? Which sectors will be integrated into this government?*"

For peasant organizations and other social movements, Conille's ratification is an alarming development. "*Haiti is in the process of recolonization,*" said Philefrant Saintnaré, a leader of the Papaye Peasant Movement (MPP). "*Garry Conille will not defend the interests of Haiti. He will be under the control of the 'international community' and will defend the interests of Bill Clinton. With Garry Conille as Prime Minister, the imperialist forces will realize their dream which is none other than to grab land from farmers to establish free trade zones and to produce of agro-fuel.*"

Representatives from various other popular sectors have made similar warnings. Garry Conille has found support only from certain representatives of the "international community," parliamentarians, and President Michel Joseph Martelly.

On Oct. 6, President Martelly held a press conference with Garry Conille at the National Palace where he said that he and Conille will form "*a winning duo.*" Conille said he anticipates "*an open and honest collaboration*" with Martelly.

The two said they would form an "*inclusive*" government to address four priorities: education, employment, the environment, and the rule of law.

"*The reconstruction will begin and everyone has a role to play in* continued on p(14)

New York: Haitians Show Support for Occupy Wall Street



Haitian marchers and their international supporters arrive in Manhattan, having crossed the Brooklyn Bridge to support Occupy Wall Street

By Kim Ives

On Oct. 7, scores of demonstrators, both Haitians and their international supporters, crossed the Brooklyn Bridge to show support for the movement called Occupy Wall Street (OWS).

Chanting "*Get Out of Haiti! Occupy Wall Street!*", the demonstrators left Cadman Plaza Park in Brooklyn around 5:30 p.m. and marched onto the bridge's pedestrian walkway, where hundreds of commuters and tourists showed their solidarity with raised fists and thumbs-up.

When the demonstrators reached the Manhattan side of the bridge, their ranks had swelled to a few hundred. They were met by another march of several hundred OWS demonstrators heading north on Broadway. The two groups of marchers hailed each other and then merged behind the Haitians' banner for a lap around City Hall park before marching together down to Zuccotti Park.

Once in Zuccotti Park, Ray Laforest of the International Support Haiti Network (ISHN) – one of the march sponsors – spoke to the OWS protestors using the "*human megaphone,*" where a speaker's words are amplified when repeated in unison by scores of voices.

"*The military occupations we see in Iraq and Afghanistan are the same as that in Haiti,*" Laforest said. "*We call for an end to the United Nation's military occupation of Haiti, which is only there to enforce the dictates of Washington and Wall Street. Instead, let us, the peoples of the world united, occupy Wall Street!*"

On several occasions over the past two decades, Haitians have staged symbolic marches, sometimes in the thousands, across the Brooklyn Bridge to protest racist federal policies, coups d'état in Haiti, or police brutality in New York City.

The Oct. 7 march was called by a coalition of Haitian community groups including ISHN, the Fanmi Lavalas' New York chapter, and the Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA), among others.

LES QUESTIONS POLIT
CONTRE WA

Comment lutter contre Wall Street

Par Joseph Kishore

Au cours de ces deux dernières semaines, des manifestants ont organisé une occupation de Wall Street et ont participé à des manifestations dénonçant les gigantesques institutions financières qui contrôlent la vie économique et politique américaine.

Les manifestations commencent à attirer un soutien populaire plus général. Elles font partie d'une opposition grandissante aux Etats-Unis et internationalement contre la politique de l'élite financière et ses représentants politiques. Des manifestations identiques sont organisées dans d'autres villes à travers les Etats-Unis.

La réaction du gouvernement face aux manifestations est une indication de la peur qui règne au sein de la classe dirigeante. Elle craint en effet que ces manifestations ne déclenchent une mobilisation populaire plus générale dans la situation d'un nouveau déclin économique. Durant le week-end, 700 personnes ont été interpellées au cours d'une manifestation sur le pont de Brooklyn. La semaine dernière du gaz poivré avait été utilisé contre des manifestations pacifiques.

A la différence de la répression orchestrée contre les manifestants par le Département de police de la ville de New York, pas un seul responsable de haut rang d'une grande banque ou institution financière américaine n'a été tenu pour responsable de la pire catastrophe financière survenue depuis la Grande Dépression. Les spéculations irresponsables des banques et la fraude pure et simple ont provoqué une dépression mondiale qui a anéanti des dizaines de millions d'emplois. Les trésors publics ont été pillés à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars pour couvrir les mauvaises dettes des banques, et ces mêmes responsables gouvernementaux qui ont organisé ces renflouements – menés par Bush puis par Obama – ont offert un blanc seing aux banques.

Alors que le soutien pour les protestations anti-Wall Street gagne du terrain, les organisations pro Parti démocrate et les syndicats tentent rapidement d'en prendre le contrôle.

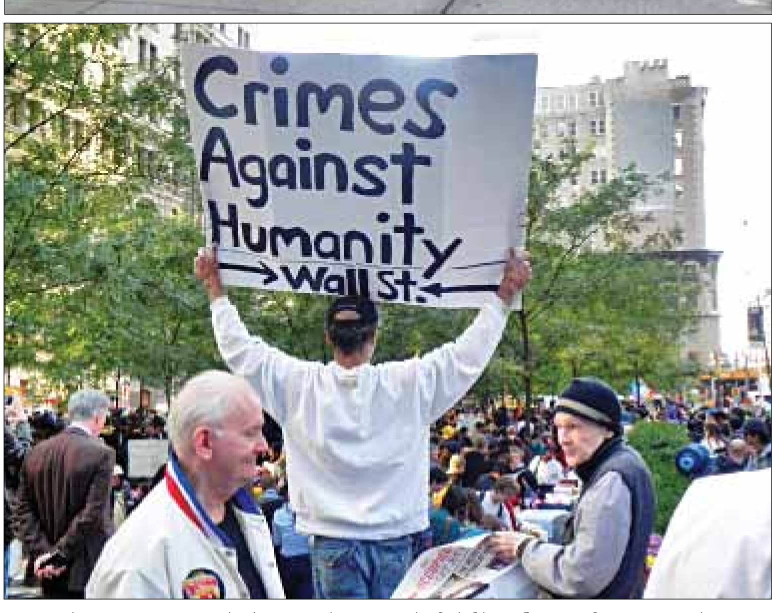
Certains syndicats planifient une marche pour mercredi et un nombre de syndicats de New York appuient les protestations, dont le syndicat des employés des services (Service Employees Industrial Union, SEIU), la section new yorkaise du syndicat des transports en commun (Transport Workers Union Local 100), le syndicat des conducteurs routiers américain, Teamsters, et la Fédération unie des professeurs (United Federation of Teachers). Ils soutiennent tous résolument le Parti démocrate. Vendredi dernier, le président de la Confédération syndicale AFL-CIO, Richard Trumka, qui avait dernièrement collaboré avec la Chambre de Commerce américaine pour promouvoir le faux « plan emploi » d'Obama, a fait état de son soutien pour les protestations « Occupation de Wall Street. »

Certains responsables du Parti démocrate et des célébrités pro-démocrates se sont joints aux protestations, dont le membre new yorkais du Congrès, Charles Rangel, l'ancien gouverneur de New York, Michael Patterson, et le réalisateur Michael Moore. Même le financier milliardaire George Soros a exprimé son soutien pour les protestations. Leur objectif est de canaliser l'opposition populaire derrière le Parti démocrate et la campagne pour la réélection de Barack Obama.



Samedi 8 Octobre 2011, grande première Assemblée générale de l'occupation Wall Street à Washington Square Park





Il ne s'agit pas de lancer des appels à l'élite financière, mais de transformer les banques et les grandes entreprises en institutions publiques démocratiquement contrôlées et gérées sur la base des besoins sociaux et non des bénéfices privés. *(Photo Edgard Lafond)*

De nombreux groupes impliqués dans les manifestations contre Wall Street ont adopté la position des indignados (les indignés) d'Espagne et de Grèce, à savoir qu'il ne devrait pas y avoir de politique (« no politics ») ni de direction au mouvement. L'appel à « pas de politique » équivaut au rejet d'une alternative politique cohérente et fondée sur des principes, à la politique bourgeoise et au système capitaliste bipartite– c'est-à-dire d'une politique socialiste. Il fait directement le jeu du Parti démocrate qui comblera le vide politique.

La situation sociale et économique à laquelle est confrontée la grande majorité de la population est un réquisitoire accablant contre le gouvernement Obama et le Parti démocrate ainsi que toutes les organisations qui ont promu Obama comme le candidat du « changement. » Le 3 octobre dernier, ce fut le troisième anniversaire de l'adoption au Congrès du schéma du Troubled Asset Relief Program (TARP ou plan Paulson) aux Etats-Unis – le renflouement de Wall Street à hauteur de 750 milliards de dollars avec l'argent des contribuables. Le candidat présidentiel de l'époque, Obama avait fait pression pour l'adoption de la loi en fournissant aux législateurs démocrates la couverture politique pour voter l'octroi de fonds public à l'élite financière. En tant que président, Obama a supervisé une augmentation de plusieurs milliers de milliards de dollars du plan de sauvetage, allant au-delà du plan TARP initial.

Trois ans plus tard, les conditions de vie de millions de personnes aux Etats-Unis sont intolérables et ne cessent d'empirer. Il y a aujourd›hui davantage d'Américains qui vivent dans la pauvreté qu'à aucun autre moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Les conditions sont particulièrement difficiles pour les jeunes qui sont confrontés à un avenir de dettes, de pauvreté et de chômage. Selon les chiffres publiés par le Bureau du recensement des Etats-Unis (US Census Bureau), 37,2 pour cent des foyers monoparentaux dont le parent a moins de 30 ans ont vécu l'année dernière dans la pauvreté.

Alors que la misère sociale a augmenté, les fortunes des spéculateurs à Wall Street ont continué de monter en flèche avec la fortune des 400 Américains les plus riches – cumulant à 1,53 milliers de milliards de dollars – atteignant presque leur niveau d'avant la crise.

Dès le départ, toutes les actions du gouvernement Obama visaient à servir les intérêts de Wall Street : le renflouement des banques, la restructuration de l'industrie automobile pour imposer des milliers de suppression d'emplois et des salaires de misère aux travailleurs nouvellement recrutés, le refus d'adopter la moindre mesure sérieuse pour réagir à la pire crise de chômage depuis les années 1930.

Pour ce qui est de la politique étrangère, le gouvernement a étendu les guerres lancées par Bush et est actuellement engagé dans la conquête sanglante de la Libye. La criminalité du gouvernement et de la classe dirigeante américaine en général a trouvé son expression magistrale dans l'assassinat la semaine passée d'Anwar al-Awlaki au Yémen. En ordonnant et en supervisant l'assassinat d'Etat d'Awlaki, Obama est devenu le premier président américain à sanctionner ouvertement le meurtre extrajudiciaire d'un citoyen américain.

A présent, le gouvernement mène une campagne pour réduire de plusieurs centaines de milliards de dollars les programmes de santé, dont Medicare et Medicaid, comme partie intégrante d'un plan pour abaisser le déficit fédéral de 4 milliers de milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

Les actions du gouvernement Obama font partie d'une offensive mondiale de la classe dirigeante visant à détruire tous les acquis sociaux arrachés par les travailleurs au cours du 20ème siècle. En Europe, l'intensification de la crise de la dette va de pair avec des attaques brutales dirigées par les banques et les institutions financières, plongeant ainsi la Grèce et d'autres pays dans une dépression.

L'augmentation de l'opposition de masse contre ces attaques est inévitable. Les événements survenus cette années – les soulèvements en Egypte et au Moyen-Orient, les manifestations les plus vastes de l'histoire d'Israël contre l'inégalité sociale, l'opposition de masse en Europe, les protestations de centaines de milliers contre les réductions budgétaires au Wisconsin – ne sont qu'une indication de ce qui est à venir.

Les manifestations à Wall Street révèlent une compréhension plus générale de la part de l'opinion publique que la source fondamentale de la crise à laquelle des millions de personnes sont confrontées se trouve dans les intérêts sociaux des banques géantes qui dominent l'économie américaine et mondiale. La politique est déterminée non pas par la volonté populaire mais par les intérêts de l'aristocratie financière qui est déterminée à défendre sa fortune en appauvrissant la vaste majorité des gens.

On ne peut combattre le pouvoir de la classe dirigeante que par la mobilisation indépendante de la classe ouvrière sous forme de lutte de masse, en brisant la mainmise politique du Parti démocrate et en s'attaquant aux racines de la crise : le système capitaliste. Il ne s'agit pas de lancer des appels à l'élite financière, mais de transformer les banques et les grandes entreprises en institutions publiques démocratiquement contrôlées et gérées sur la base des besoins sociaux et non des bénéfices privés.

Le socialisme doit être placé au coeur d'une offensive contre Wall Street.

Wsws 4 octobre 2011

IQUES DANS LA LUTTE
ALL STREET

Les questions politiques dans la lutte contre Wall Street

Par Bill Van Auken

Les protestations sous le slogan « Occupy Wall Street », qui sont à présent dans leur troisième semaine, ont trouvé un large écho partout aux Etats-Unis avec des occupations identiques se développant à Boston, Chicago, Los Angeles ainsi que dans d'autres villes à travers tout le pays. Les manifestants et leurs revendications pour l'égalité sociale ont exprimé l'hostilité croissante de millions de personnes à l'encontre du capitalisme, des banques et des grandes entreprises, ainsi que le besoin brûlant d'emplois, d'un niveau de vie décent et de la garantie d'un accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres besoins sociaux de base.

L'accroissement du mouvement provoque une inquiétude grandissante au sein des cercles dirigeants américains. Cette préoccupation s›est exprimée mardi dans un article du chroniqueur financier du New York Times, Andrew Ross Sorkin, qui a cité un PDG de Wall Street craignant pour sa « sécurité personnelle » en prévenant que les protestations constituaient « un coup de semonce pour le genre de troubles sociaux susceptibles de voir le jour – comme nous avons pu l'observer dans certains pays européens – si notre économie continue d'avoir des difficultés. »

Ce ne sont pas les banquiers qui ont à craindre pour leur sécurité personnelle, mais bien plutôt les manifestants qui sont constamment soumis à la brutalité policière et à des arrestations de masse lorsqu›ils exercent leur droit à la liberté d'expression. Néanmoins, l'avertissement de Sorkin concernant les troubles sociaux est entièrement justifié. Ceux-ci figurent parmi les premières protestations sociales importantes ayant lieu aux Etats-Unis depuis plus de 30 ans. La plupart des participants aux occupations n'ont jamais connu de toute leur vie des luttes significatives pour un changement social. En survenant dans la foulée des manifestations de masse à Wisconsin en février dernier, elles indiquent la réémergence d'une lutte de classe ouverte aux Etats-Unis, centre du capitalisme mondial.

De telles luttes ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont provoquées par les puissantes contradictions inhérentes au système capitaliste mondial qui, il y a trois ans après l'effondrement de Lehman Brothers, a produit des niveaux de chômage catastrophiques et une aggravation de la pauvreté pour des millions de gens tandis que ceux au sommet de l'échelle continuent d'accumuler des niveaux de richesses obscènes.

Qu'est-ce qui a pendant si longtemps empêché de telles luttes aux Etats-Unis ? Depuis la fin des années 1970, un transfert constant et de plus en plus rapide de la richesse sociale s›est produit passant de la masse des travailleurs vers l'oligarchie financière, le 1 pour cent au sommet. Depuis la grève en 1981 des contrôleurs aériens, PATCO, l'opposition de la classe ouvrière contre ce processus a systématiquement été trahie par les syndicats qui se sont de plus en plus intégrés dans les organisations patronales, le gouvernement et le Parti démocrate.

Nulle part on n›en voit les résultats plus clairement qu'à New York City. Là, 50 pour cent du revenu total va au 1 pour cent au sommet, soit 90.000 ménages disposant d'un revenu annuel moyen de 3,7 millions de dollars. Cette couche d'ultra riches engrange davantage, en une seule journée, que ce que gagne, durant une année entière, le un million de personnes les plus pauvres de la ville. La lutte contre l'inégalité sociale et le système capitaliste dans lequel elle est enracinée est avant tout une lutte politique. Comment pourrait-il en être autrement lorsque les questions qui sont en jeu sont la distribution de la richesse et la pauvreté dans la société ? Ceux qui participent à « Occupy Wall Street » et qui veulent faire avancer les protestations sont confrontés à de sérieux défis et décisions politiques.

Au fur et à mesure que ce mouvement se développe, il court le risque, comme cela a souvent été le cas avec toutes les formes de protestation en Amérique, d'être canalisé sous l'emprise du Parti démocrate. Ce fut le cas des manifestations antiguerre qui avaient débuté sous le gouvernement Bush, elles ont été réglementées par le calendrier électoral pour finalement être liquidées avec l'entrée d'Obama à la Maison Blanche d›où il poursuit et élargit les guerres de Bush.

Dans sa couverture des manifestations anti-Wall Street, le New York Times cite le professeur de l'université de Georgetown de Washington, Michael Kazin, disant, « Fulminer des critiques basées sur le mécontentement est la première étape de tout mouvement. » Kazin poursuit en précisant que pour que les protestations se transforment en un « mouvement durable » il est nécessaire que « les passions nouvellement déchaînées soient canalisées vers des institutions et façonnées en objectifs politiques. »

Il ne fait pas de doute que les « institutions » auxquelles il pense sont celles affiliées au Parti démocrate et à l'establishment politique.

Dans ce but précis, on a assisté à un pèlerinage auprès des protestations anti-Wall Street d'un nombre de groupes de partisans de moins en moins fiables dont l'ancien vice-président de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz, qui a assuré aux protestataires que le problème n'était pas le capitalisme mais une « économie déformée », le milliardaire financier George Soros qui a exprimé sa sympathie aux manifestants de Wall Street. C'est comme si, la reine de France Marie-Antoinette (celle-là même à qui on attribue la fameuse phrase « S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche »), avait décidé de faire une visite de courtoisie en offrant des pâtisseries aux manifestants devant la Bastille.

Leur principale crainte est que les protestations concernant les conditions créées par la crise du système capitaliste ne se cristallisent en un mouvement doté d'un programme anticapitaliste.

Cette crainte est partagée par le groupe de syndicats qui participent aujourd'hui mercredi au défilé allant du City Hall jusqu'au lieu des protestations au Zuccotti Park. Ces syndicats cachent le fait que loin de mener leur propre lutte contre Wall Street, ils collaborent activement pour imposer les mesures d'austérité exigées par le capital financier à l'encontre de leurs propres membres et de la classe ouvrière en général.



Le point de départ politique de cette lutte est une rupture avec les partis du patronat, tant les Démocrates que les Républicains

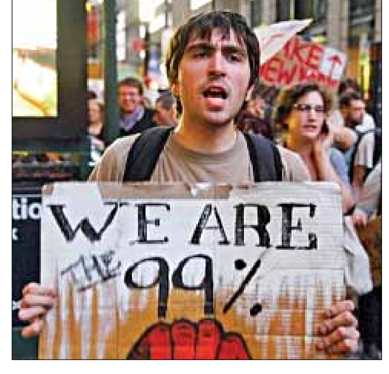


Ceux qui participent à « Occupy Wall Street » et qui veulent faire avancer les protestations sont confrontés à de sérieux défis et décisions politiques



Ce ne sont pas les banquiers qui ont à craindre pour leur sécurité personnelle, mais bien plutôt les manifestants qui sont constamment soumis à la brutalité policière et à des arrestations de masse





La population laborieuse aux Etats-Unis comme partout dans le monde, ne peut pas compter sur le système capitaliste. La seule alternative viable est la réorganisation socialiste de la société

C'est ainsi par exemple que le plus important syndicat à soutenir les protestations, le syndicat local 1199-SEIU, a rejoint en début d'année les membres du Medical Redesign Team du gouverneur Cuomo en appuyant les recommandations de ce dernier en faveur de coupes drastiques dans le financement des soins de santé qui ont entraîné des licenciements et des attaques contre Medicare. D'autres ont perpétré des trahisons identiques.

Si les bureaucrates syndicaux soutiennent les protestations de Wall Street ce n'est pas pour rejoindre une lutte quelconque mais plutôt pour l'étouffer et en faire un instrument au service du Parti démocrate et de la campagne de réélection d'Obama.

Les questions soulevées par les protestations de Wall Street requièrent une lutte contre le système capitaliste. Cette lutte nécessite avant tout que l'on se tourne vers la classe ouvrière en mobilisant indépendamment sa force contre les parasites financiers qui ont pillé l'ensemble de la société. Ceci signifie la construction de nouvelles organisations sur les lieux de travail, dans les quartiers et dans les établissements scolaires.

Le point de départ politique de cette lutte est une rupture avec les partis du patronat, tant les Démocrates que les Républicains. La classe ouvrière doit unir à elle tous les opprimés – les travailleurs, les étudiants, les jeunes, les chômeurs, les personnes âgées – dans la construction d'un nouveau parti politique fondé sur un programme socialiste.

La revendication d'un programme d'urgence de travaux publics devra en faire partie afin de fournir un emploi pour tous, dans des travaux indispensables pour la reconstruction des écoles, des hôpitaux, des logements et de l'infrastructure dans le but d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Le droit à un revenu décent, à des soins de santé de qualité, à l'éducation, à un logement décent et abordable ainsi qu'à d'autres besoins sociaux doit être garanti pour tous par le biais d'une réorganisation fondamentale de la société et une redistribution des richesses.

La population laborieuse aux Etats-Unis comme partout dans le monde, ne peut pas compter sur le système capitaliste. La seule alternative viable est la réorganisation socialiste de la société, en socialisant les banques et les grandes entreprises qui dominent l'économie américaine et mondiale, en les plaçant sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière afin de satisfaire les besoins sociaux au lieu des profits privés.

Tout comme en Egypte, en Grèce et ailleurs la population laborieuse aux Etats-Unis est plongée dans de nouvelles luttes provoquées par la crise du système capitaliste. Tout comme les manifestants de Wall Street, la classe ouvrière s'engage dans ces luttes sans disposer du programme politique, des organisations et de la direction qui sont indispensables pour que ces luttes soient victorieuses.

Wsws 5 octobre 2011

La Vérité sur l'Épidémie du Choléra en Haïti: Interview du Dr. Renaud Piarroux *(2ème partie)*

Par Dady Chery

En Octobre 2010, une épidémie de choléra a éclaté en Haïti. L'épidémie continue, et plus de 6000 Haïtiens sont morts du choléra. Avant l'automne 2010, il n'y avait jamais eu de choléra sur l'île d'Hispaniola. Puis, un camion citerne d'un camp de l'ONU (MINUSTAH) fut découvert déversant ses eaux usées dans un fossé. Ce camp fut immédiatement soupçonné d'être la source du choléra.

Le Dr Renaud Piarroux est une autorité scientifique sur les épidémies de choléra, un expert en maladies infectieuses et parasitaires. Il est pédiatre et titulaire d'un doctorat en microbiologie. Il exerce actuellement comme professeur de parasitologie à l'Université Aix-Marseille, Marseille, France. Il a été le chercheur principal d'un article scientifique qui avait mis en évidence le rôle d'un camp des militaires népalais de la MINUSTAH, dans le déclenchement de l'épidémie de choléra d'Haïti en amont du fleuve Artibonite et de son affluent Meille.

DC: Les informations sur la gravité de la maladie sont importantes pour l'épidémiologie?

RP: Bien sûr. Par exemple, un grand nombre de cas graves qui se produisent simultanément doivent diriger l'enquête à une source commune de contamination, qui est généralement une ressource en eau souillée qui a été utilisée pour la boisson et d'autres activités domestiques.

En revanche, une transmission interhumaine du choléra prend beaucoup plus de temps pour atteindre un grand nombre de personnes. Dans ce cas, l'épidémie est généralement moins grave, avec des symptômes légers ou modérés chez la plupart des malades. De plus il faut plusieurs semaines pour atteindre le pic épidémique.

DC: Quelles sont les circonstances qui vous ont amené en Haïti pour faire vos recherches?

RP: J'ai été mandaté par l'ambassade de France suite à une demande du Ministère Haïtien de la Santé et de la Population. Mon mandat était apporter un soutien médical et scientifique au ministère haïtien de la Santé afin d'aider à comprendre la dynamique de l'épidémie du choléra.

DC: Quels types de problèmes ou obstacles avez-vous rencontré de la part des gens ou des organisations lorsque vous conduisiez votre travail en Haïti? Pouvez-vous, s'il vous plaît, dire quelque chose sur le niveau de liberté que vous aviez pour travailler là-bas.

RP: Je n'ai eu aucun problème à faire mon travail en Haïti. Je pouvais aller où je voulais, sauf dans les camps de la MINUSTAH. Je n'ai pu avoir qu'un bref entretien avec certains médecins militaires de la MINUSTAH, en présence de leurs chefs.

DC: Dr Piarroux, comment avez-vous accédé aux dossiers médicaux sur les cas de choléra et qui vous a aidé dans votre mission?

RP: Sauf pour les dossiers médicaux des soldats népalais qui n'ont pas été mis à disposition, j'ai pu obtenir l'accès aux données épidémiologiques sur tous les malades hospitalisés dans les établissements de santé ainsi qu'à l'ensemble des résultats des échantillons de selles envoyés au laboratoire national.

Je n›ai jamais travaillé seul. J›ai été aidé par les épidémiologistes du Ministère de la Santé pour recueillir les données provenant des établissements de santé haïtiens.

DC: Qui étaient les chercheurs haïtiens et les autorités médicales qui ont participé à l'étude épidémiologique et comment vous ont-ils aidé?

RP: Deux Haïtiens ont contribué à l'étude comme auteurs: les Drs Robert Barrais et Roc Magloire. Dr Barrais est un épidémiologiste au Laboratoire National de la Santé Publique. Dr Magloire est le directeur de cette institution. J'ai proposé à d'autres épidémiologistes et autorités médicales haïtiens de participer comme co-auteurs du document, mais bien qu'ils étaient d'accord avec l'étude, ils ont décliné mon offre. Je pense qu'ils craignaient des représailles.

DC: Quelle était l'importance de leur contribution à la réussite de vos études?

RP: Ils ont recueilli presque tous les morceaux du puzzle que j'ai reconstruit avec eux. Leur contribution a été capitale: vous ne pouvez pas faire une bonne enquête dans un pays étranger sans une collaboration étroite avec des épidémiologistes locaux.

DC: Dr Piarroux, nous savons que c'est très important pour les études comme la vôtre qu'elles soient publiées dans des revues scientifiques afin que d'autres scientifiques aient l'occasion ou bien de réfuter vos conclusions ou bien d'en tirer profit et s'appuyer sur elles. Quelle a été votre expérience en essayant de publier votre étude sur le choléra en Haïti dans ces revues? Quelle est la comparaison avec des études épidémiologiques que vous avez faites ailleurs?



Le Dr Renaud Piarroux

RP: Nous avons essayé de compléter l'étude aussi rapidement que possible, et nous avons soumis en Décembre 2010 notre première version à une revue scientifique appelée "The Lancet" [une revue bien renommée, du Royaume-Uni]. Notre étude a été rejetée sans aucune explication.

Au même moment, le Lancet Infectious Diseases publiait un éditorial intitulé «Avec le retour du choléra en Haïti, blâmer est inutile.» Même si notre étude ne visait pas à blâmer, mais à comprendre ce qui s'est réellement passé en Haïti, je crois que cela représentait un enjeu politique trop sensible pour la revue The Lancet. Il est clair qu'ils ont eu peur de publier nos conclusions. Par conséquent, nous avons perdu du temps et avons dû trouver un autre éditeur.

C'est pourquoi j'ai contacté les éditeurs de Emerging Infectious Diseases Journal, la revue du Center for Disease Control and Prevention (le CDC américain). Ils ont été extrêmement prudents avec notre manuscrit. Normalement, deux ou trois examinateurs scientifiques sont nécessaires pour évaluer un article. Dans ce cas, cinq examinateurs scientifiques ont été impliqués dans le processus de révision, demandant beaucoup de détails complémentaires et des statistiques supplémentaires. Enfin, tous les examinateurs ont estimé que nous avons correctement répondu à leurs questions, et le comité de rédaction a accepté de publier l'étude en mai 2011, juste au moment où un autre rapport de l'ONU fut publié.

DC: Mai est aussi le moment où Martelly a été installé comme nouveau président d'Haiti après des élections en partie organisées par l'ONU. Donc Dr. Piarroux, nous aurions pu avoir vos résultats dès Décembre 2010, deux mois après le début de l'épidémie. Quels sont les résultats de cette recherche? En d'autres termes, quelles sont les conclusions principales de cette étude?

RP: Notre étude épidémiologique a fourni des arguments solides confirmant l'importation du choléra en Haïti. Il existait une corrélation exacte entre le temps et le lieu, entre l'arrivée d'un bataillon népalais d'une zone d'épidémie de choléra et l'apparition des premiers cas à Meille quelques jours plus tard. Le caractère isolé du village de Meille au centre du pays et l'absence de notion de passage d'autres étrangers dans cet endroit rendent très peu probable qu'une souche de choléra puisse avoir été apporté là-bas d'une autre façon.

Après notre publication, une autre étude a démontré que les souches isolées en Haïti et au Népal étaient presque complètement identiques.

Mises ensemble, les deux études constituent l'approche scientifique la plus précise qui n'ait jamais été utilisée pour étudier une épidémie. Elles démontrent sans aucun doute que le choléra a été apporté en Haïti par les soldats népalais infectés.

DC: Donc, vos résultats montrent qu'il y a eu des cas de choléra actifs sur la base de l'ONU à Mirebalais. S'il vous plaît, pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Comment le fonctionnement de l'Artibonite entre en jeu et pourquoi est-il important?

RP: Peut-être au début, quand les soldats ont quitté le Népal, ils étaient asymptomatiques. Le risque de transmission associé à un portage asymptomatique est bien connu, mais les gens asymptomatiques n'hébergent généralement qu'une quantité assez faible de bactéries dans leurs selles et, par définition, ne présentent pas de diarrhée. Cette faible quantité de bactéries excrétée aurait été rapidement diluée dans le ruisseau qui coule près du camp népalais et personne n'aurait été contaminé dans le voisinage.

Il est important de mentionner que des doses élevées sont nécessaires pour provoquer des infections graves.

Nous pensons donc que les cas symptomatiques ont dû avoir eu lieu à l›intérieur du camp de la MINUSTAH pour que ces niveaux élevés de bactéries s›échappent de la base de l›ONU et contaminent l›eau.

DC: Dans certains de mes rapports sur Axis of Logic, nous avons publié des photos de camions-citernes du camp Népalais versant des eaux usées brutes directement dans la nature. Comment cela pourrait-il contaminer la rivière et causer une épidémie de cette ampleur? L'Artibonite est une grande rivière: près de 320 kilomètres (200 miles) de long avec une largeur moyenne d'environ 59 mètres (65 yards). Les bactéries ou les virus seraient-elles dilués par un tel volume d'eau?

RP: Dans notre étude, nous avons calculé que, pour atteindre les concentrations de bactéries capables de provoquer des diarrhées chez les personnes buvant l'eau de la rivière, un mètre cube de selles diarrhéiques devraient avoir été déversé dans l'eau de l' Artibonite ou d'un de ses affluents.

Je reconnais qu'il s'agit là d'un calcul approximatif car personne ne sait exactement quelle dose doit être ingérée pour provoquer la maladie chez un sujet sain. Des études, éthiquement très contestables, avaient été menées sur des volontaires dans les années 70. Elles montraient que les premiers symptômes apparaissaient après l'ingestion de 10.000 bactéries mélangées à une solution neutralisant la protection conférée par l'acidité gastrique. Il n'est bien sûr pas question de refaire ce genre d'expérimentation pour affiner les chiffres et déterminer à partir de combien de bactéries ingérées, peuvent survenir des formes graves. Quoi qu'il en soit, en tenant compte de l'importance du débit du fleuve Artibonite, on réalise vite qu'il a fallu qu'une quantité massive de vibrions soit déversée dans l'eau pour provoquer le désastre sanitaire qui s'est déclenché à partir du 19 octobre dans le delta de l'Artibonite. La courbe épidémique montre en effet qu'en seulement quelques heures, plusieurs milliers de personnes se sont contaminées. Parmi elles plusieurs centaines sont décédées dans les quelques jours qui ont suivi.

DC: L'ONU a-t-elle aidé ou au contraire entravé votre accès aux dossiers médicaux des soldats népalaises du camp de casques bleus à Mirebalais?

RP: Nous n'avons jamais eu accès, ni aux dossiers médicaux des soldats népalais ni aux résultats des

Suite à la page (18)

Le monde brûle-t-il?

Par Luis Britto Garcia

Un fantôme, appelé indignation, recourt le monde. Il annonce une énorme vague révolutionnaire qui pourrait libérer les pays hégémoniques et périphériques de la même façon. Les premiers cités sont en banqueroute à cause de la crise, absorbés dans de coûteuses courses à l'armement, faisant face à l'épuisement des ressources qu'ils dilapident. Les seconds souffrent de la pénurie d'aliments, la dévastation de la nature et l'exploitation néocoloniale.

L'accumulation de conditions objectives se convertit en révolution seulement quand la somme des changements quantitatifs entraîne une transformation qualitative. Historiquement, comment a eu lieu ce saut ? Durant la Révolution Anglaise de 1645 et la Française de 1789, et la Bolchévique de 1917, des soulèvements populaires détonnés par l'extrême pénurie se sont ajoutés aux banqueroutes des Etats dues à des aventures guerrières.

Observons les pouvoirs hégémoniques d'aujourd'hui, et leurs alliés. Les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie, l'Islande s'effondrent sous le poids de dettes publiques proches ou supérieures à 100% de leur PIB annuel. De telles charges n'entraînent pas la débâcle instantanée car, á la différence du Tiers-Monde, ils payent de commodes intérêts comme celui des Etats-Unis, de 1, 5 % annuel. Mais leurs gouvernements ont opté pour maintenir l'amnistie fiscale pour les riches et les banquiers arnaqueurs, et charger tout le poids du déficit et des sauvetages financiers sur les conditions de vie des travailleurs et, parfois, se ruiner dans de coûteuses ingressions impériales.

De telles politiques, identiques á celles qui ont entraîné les révolutions historiques, ont forcement comme conséquence la résistance sociale. Le peuple d'Islande a refusé de payer la dette des banquiers, fait pratiquement révolutionnaire. La Grèce, la France, l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre sont le théâtre de protestations massives. En Israël entre juillet et août des multitudes de 300 000 citoyens protestent contre le coût de la vie et obligent Netanyahu à stopper la hausse des prix du pétrole et à augmenter l'importation d'aliments (BBCMundo: 27-8-2011). Le premier ministre Cameron disqualifie les manifestants de Londres en les traitant de pillards. Mais la Révolution Française avait pris ce même trait avec les jacqueries, pillages paysans qui ont obligé la noblesse à renoncer à ses privilèges et furent le prélude aux soulèvements parisiens. Le bipartisme a aussi qualifié les soulèvements populaires de Mérida en 1987 et de Caracas en 1989 de pillages, mais ils ont changé le cours du pays. Immanuel Wallesrstein déclarait pour ALAI le 15-août-2011 : « Je vois des guerres civiles dans de nombreux pays du Nord, surtout aux Etats-Unis où la situation est bien pire qu'en Europe Occidentale, même si là bas aussi il y a des possibilités de guerres car il y a une limite jusqu'à laquelle les gens ordinaires acceptent la dégradation de leurs possibilités. »

Cette rébellion dans les centres hégémoniques s'équilibre-t-elle avec la soumission coloniale du Tiers-Monde ? La majorité des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont choisi des gouvernements de gauche ou de centre-gauche. Au Mexique la violence et la militarisation augmentent : le 8 août 2011 le New York Times réitère que des agents du Pentagone, la CIA, la DEA et d'autres agences opèrent non seulement depuis le centre d'intelligence qui se trouve á Reforma 225, mais aussi depuis une base militaire en terre Mexicaine. Au Honduras les protestations contre le régime qui a surgi suite au coup d'Etat contre Zelaya augmentent. En Haïti, les citoyens s'insurgent contre les troupes de la Minustah qui jettent les excréments dans les rivières. Au Chili le gouvernement néolibéral fait face à la rébellion de 500 000 manifestants contre la privatisation totale de l'éducation. Et dans le monde islamique les passions se déchaînent. Mais de l'indignation á la Révolution il y a beaucoup de distance. La tâche est de la raccourcir.

CSL 10 octobre 2011

Lettre d'octobre à Obama

Libérez les Cinq Cubains !


Fernando González


Ramón Labañino


Antonio Guerrero


Gerardo Hernández


René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Mardi 4 octobre 2011

The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

A l'occasion du dixième anniversaire de l'odieux attentat du 11 septembre 2001, votre pays vient de rendre un émouvant hommage aux victimes. Au nombre des 3034 personnes mortes ce jour là, s'est ajouté celui de nombreux sauveteurs intoxiqués au cours des opérations de secours.

Presque simultanément, pour le treizième anniversaire de l'arrestation des cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino et René González, Cuba rendait un hommage aux victimes des attentats organisés par votre pays contre cette petite île.

Si le monde entier connaît et déplore la monstruosité des attentats du 11septembre 2001, combien de vos concitoyens, Monsieur le Président, savent que les attentats terroristes contre Cuba ont coûté la vie à 3478 Cubains et en ont paralysé à vie 2099 autres ? La plupart de ces agressions ont été préparées en Floride par l'extrême droite d'origine cubaine, et financées par la CIA.

Les cinq Cubains arrêtés en septembre 1998, soit trois ans presque jour pour jour avant la tragédie de New York, faisaient partie du réseau « Avispa » dont le but était justement de prévenir de tels attentats contre leur pays.

Plus les années passent et plus nous nous interrogeons sur le sens de l'arrestation des membres de ce réseau. Quelques mois auparavant, ils avaient appris que des attentats à la bombe se préparaient contre des avions de ligne cubains ou desservant Cuba à partir de pays d'Amérique Latine. Ces avions exploseraient à terre ou en plein vol. Un plan diabolique que Fidel Castro avait fait connaître au président Bill Clinton, par l'intermédiaire de l'écrivain Garcia Marquez. Le 6 mai 1998 Gabriel Garcia Marquez était en effet reçu à la Maison Blanche.

Le FBI de Sud Floride a dû bien jouer son rôle puisqu'aucun avion n'a explosé à cette époque… trop bien peut-être puisqu'en septembre de la même année son chef a été remplacé par Hector Pesquera. Cet homme fera arrêter les membres du réseau « Avispa » quelques jours à peine après sa nomination. C'est son fils qui a donné l'ordre, en août 2003, de passer à la broyeuse le dossier du terroriste Luis Posada Carriles, comme l'a révélé en 2006 la journaliste Ann Louise Bardach dans le Washington Post.

Quelles sont les véritables raisons de l'arrestation des Cubains? Ils n'étaient pas espions. D'importantes personnalités de différents domaines de l'intelligence U.S. comme le colonel George Bucker, l'amiral Eugène Carroll, les généraux Edward Atkeson ou encore Charles Wilhelm ont déclaré qu'ils n'avaient eu accès, ni de près, ni de loin à une quelconque information à caractère stratégique.

Les espions véritables, eux, n'étaient d'ailleurs pas trop gênants, puisque certains, pris avec des documents considérables, n'ont été condamnés qu'à des peines légères quand ils n'ont pas été carrément libérés sous caution.

C'est, par exemple, le cas de Leandro ARAGONCILLO, ancien Marine de l'armée U.S., qui espionnait tout en travaillant successivement pour Al Gore et Dick Cheney. 733 documents secrets en provenance de la Maison Blanche, du Pentagone, du Département de la Défense étaient en sa possession. Il a été condamné à dix ans de prison. Autre cas, celui de Khaled Abdel-Latif Dumeisi des services secrets de Saddam Hussein. Il infiltrait les exilés Irakiens aux Etats-Unis et a été condamné à 10 ans et dix mois de prison. Il y a aussi le cas de l'agent Lawrence A. Franklin, qui espionnait pour le compte d'Israël et qui a remis une quantité impressionnante de renseignements aux agents d'Israël Steve Rosen , Keith Weissman et Naor Gilon. Les deux premiers avaient pour couverture un travail à « l'American Israel Political Comittee », le plus grand groupe de lobby israélien à Washington. Lawrence A. Franklin a été condamné à un an de prison en 2006 avant d'être libéré sous caution. Il en a été de même pour les agents Steve Rosen et Keith Weissman. Nous pourrions continuer l'énumération !

Alors pourquoi l'arrestation d'un tel réseau antiterroriste, et des peines aussi lourdes ? Ces hommes gênaient-ils ? Ont-ils été mis à l'écart car ils montraient du doigt les milieux de l'aviation au moment où les membres d'Al Qaida comme Zacarias Moussaoui, Mohamed Atta, Khalid Sheikh Mohammed, Nawaf Al-Hazmi, Khalid al-Midhar, Hani Hanjour, Ziad Samir Jarrah et une douzaine d'autres se préparaient pour leurs attentats du 11 septembre ? Ces terroristes se déplaçaient sans problème de visas, certains s'inscrivaient pour des cours de pilotage sans être inquiétés le moins du monde.

Le gouvernement des Etats-Unis, serait-il complice de ces attentats de New York ? Ce serait monstrueux, mais on ne peut s'empêcher d'y penser, et l'histoire nous a appris à être prudents.

Dans la machiavélique « Opération Northwoods » montée par le Pentagone contre Cuba, on pouvait lire : La réalisation de ces opérations, implique nécessairement la mort de nombreux citoyens américains, civils et militaires. Mais c'est précisément leur coût humain qui en fait d'efficaces actions de manipulation. »

Heureusement le tout jeune Président J.F. Kennedy, et le Secrétaire de la défense MacNamara se sont opposés in extremis à ce plan. Un jour, c'est sûr, la vérité éclatera au sujet de l'arrestation des membres du réseau « Avispa », comme nous saurons aussi ce qui s 'est passé exactement le 11 septembre 2001.

En attendant, l'acharnement contre les cinq Cubains continue. Dernier exemple en date : le 16 septembre, la juge Joan Lenard s'est conformée à la demande du procureur Caroline Heck Miller en rejetant la demande de la défense de voir René Gonzalez regagner Cuba après sa libération du 7 octobre 2011. Caroline Heck Miller s'est déjà illustrée pour avoir refusé que Luis Posada Carriles soit jugé comme criminel. C'est elle aussi qui avait fait ajouter dans l'acte de sentence de René Gonzalez une clause selon laquelle une fois libéré, « il sera interdit à l'accusé de s'associer avec des individus ou des groupes terroristes, ou avec des membres d'organisations qui prônent la violence »

La raison de cette obligation pour René Gonzalez de rester trois ans aux Etats-Unis avant de pouvoir rejoindre Cuba prêterait à sourire, si les conséquences n'étaient pas aussi dramatiques pour lui et pour sa famille: «la cour a besoin de temps pour voir, une fois libéré, la conduite du condamné,

Suite à la page (17)



Martelly-Conille : un duo néoduvaliériste

Par Thomas Péralte

Le poulain de la communauté internationale ou du moins de Bill Clinton, Garry Conille est devenu Premier ministre ratifié par le Parlement avec 17 voix pour, 3 contre et 9 abstentions, sur un total de 30 sénateurs présents au mépris des articles 157 et 52 de la constitution haïtienne de 1987 en vigueur. L'article 159 de cette même constitution est ainsi libellé : « Le Premier ministre fait exécuter les lois. » Comment un Premier ministre comme Garry Conille qui n'a jamais respecté les lois haïtiennes, qui n'a pas sa carte d'identification nationale, ne vote pas aux élections, ne paie pas ses taxes et ne défend pas le pays pourrait-il faire exécuter les lois ? Alors il pourrait faire exécuter les lois sans les respecter lui-même, c'est une absurdité. Les députés et les sénateurs, en posant cet acte anticonstitutionnel pour plaire uniquement à leur patron, Bill Clinton, ne méritent aucune honorabilité conférée à leur titre de parlementaire.

Les 17 sénateurs qui ont accordé un vote favorable à Garry Conille le mardi 4 Octobre 2011 n'ont pas pris une sage décision en regard du peuple haïtien, qui ne manifeste aucun signe de contentement. Tandis que des félicitations ne cessent de se produire du côté de la communauté internationale. Elle commence à gagner le pari.

Après le vote de la honte absolue des sénateurs qui met Garry Conille à un pas de la Primature et consolide le duo néoduvaliériste Martelly-Conille, au service de l'International contre le peuple comme toujours, de nombreuses réactions beaucoup plus défavorables que favorables ont été quotidiennement produites. Le lendemain du vote l'ambassade des Etats-Unis en Haïti s'est empressée d'émettre un communiqué de presse pour saluer la ratification de Garry Conille et réitérer son soutien au gouvernement à venir. « Nous saluons la ratification par le Parlement haïtien du Dr. Garry Conille au poste de Premier ministre. Le gouvernement des Etats-Unis se tient prêt à travailler en partenariat avec le Premier ministre et son gouvernement en vue de répondre aux défis urgents du processus de reconstruction.

Nous souhaitons que, considérant que plus de quatre mois se sont écoulés sans un gouvernement ratifié par le Parlement, le président Martelly et le Premier ministre Conille vont agir rapidement en vue de rattraper le temps perdu en accomplissant la tâche importante qui est de gouverner. Les Etats-Unis sont prêts à travailler de concert avec ses partenaires dans la poursuite de cet objectif », lit-on dans ce communiqué.

Le Secrétaire général de l'organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza a également félicité la ratification de Garry Conille en ces termes : « Je félicite le Premier ministre Conille de sa confirmation et lui souhaite tout le succès dans ses nouvelles fonctions en tant que chef du gouvernement de son pays. La consolidation de son équipe sera une étape fondamentale, car la responsabilité est grande et les travaux à entreprendre sont urgents. A l'OEA, nous sommes prêts, sous sa direction à continuer à travailler pour la reconstruction et le développement du pays.»

Au niveau du Parlement, tout n'est pas réglé pour Garry Conille, il doit s'attendre à un échec, si sa déclaration de politique générale ne reflète pas la réalité. En ratifiant Garry Conille comme Premier ministre, la Constitution n'a pas été respectée, sera-t-il ratifié après la déclaration de sa politique générale ? L'article 158 de la Constitution stipule : « Le Premier ministre en accord avec le président choisit les membres de son cabinet ministériel et se présente devant le Parlement afin d'obtenir un vote de confiance sur sa déclaration de politique générale. Le vote a lieu au scrutin public et à la majorité absolue de chacune des deux Chambres.

Dans le cas d'un vote de non confiance par l'une des deux (2) Chambres, la procédure recommence. » Pour le sénateur de l'Artibonite, Anick François Joseph, si Garry Conille n'arrive pas à convaincre les parlementaires, il devra démissionner : « s'il ne convainc pas les parlementaires, ils lui donneront un vote de censure, un Premier ministre qui reçoit un vote de censure, il est obligé de démissionner ; toutes les possibilités sont là. Il y a des sénateurs qui ont voté, oui parce que tout simplement, ils veulent doter la nation d'un gouvernement, moi je disais, je ne vois pas se dessiner devant moi les méandres d'un gouvernement stable et fonctionnel, du moins pas avec Mr. Conille. » Le sénateur de l'Ouest, Jean Hector Anacacis sur un ton tranchant a fait savoir que la constitution n'a pas été respectée, de plus il critique le manque d'intérêt de Garry Conille pour la politique : « On n'a rien contre Mr. Conille, mais il faut respecter la Constitution, il n'a pas payé sa carte d'identification, il n'a pas été au vote, il n'a pas payé ses taxes et c'est quelqu'un qui profite du moment pour pouvoir accéder au poste de Premier ministre, sans penser à remplir les conditions prévues par la Constitution. Le Sénat a consolidé le mariage dont le divorce est connu d'avance. »



Martelly et Conille

Pour le député de l'Alternative pour la circonscription de Dame-Marie (Grand'Anse) Acclush Louis Jeunes, il est très important que l'énoncé de la politique générale réponde à ces trois questions concernant : la CIRH, la Minustah et l'Armée : « Il y a une série de dossiers par exemple la question de la CIRH, tout le monde sait que j'étais de la manifestation contre la CIRH et qu'aujourd'hui le Premier ministre, même si c'est l'International qui l'a choisi aura à dire, s'il va rapatrier la CIRH aux Haïtiens, où il va la laisser entre les mains de Bill Clinton. Deuxièmement, concernant la question du départ de la Minustah, le Premier ministre doit également nous dire quand la Minustah partira, il faut être clair sur ce sujet, car nous savons que c'est une grande orientation de la politique générale. Troisièmement prenons la question de l'Armée, aujourd'hui il est extrêmement important si l'armée revient qu'il y ait un débat qui soit fait dans tous les secteurs de la société. Je pense qu'il faut être clair sur toutes ces questions. »

De son côté, le député de la circonscription de Mirebalais/Boucan-Carré, Abel Descolines a indiqué que la déclaration de politique générale doit refléter les préoccupations des députés à travers les besoins des circonscriptions qu'ils représentent, tout en précisant que le vote n'est pas acquis au Premier ministre : « Le groupe 58 n'a jamais exigé de responsabilités, néanmoins nous tenons à ce qu'il y ait des clarifications, des explications qui soient données, puisque le vote du groupe 58, pour ce qui est de la déclaration de politique générale, rien n'est encore acquis pour le Premier ministre. Nous voulons d'abord et avant tout qu'il y ait des réponses sur un ensemble d'interrogations, sur un ensemble de questionnements, la formation du gouvernement, qui va être ministre ? Quel secteur va intégrer ce gouvernement ? »

Pour les représentants du mouvement social et des organisations paysannes du pays, avec la ratification de Garry Conille le projet de la reconstruction-domination-exploitation, de mise sous tutelle va être renforcé et le pays prendra la voie de la recolonisation. Telle est la position de l'un des responsables du mouvement des Paysans de Papaye (MPP), Philefrant Saintnaré : « Haïti est en phase de recolonisation. Garry Conille ne va pas défendre les intérêts d'Haïti. Il sera sous le contrôle de l'International et va de fait défendre les intérêts de Bill Clinton. Avec Garry Conille, Premier ministre, les forces impérialistes pourront concrétiser leur rêve qui n'est autre que s'accaparer des terres des paysans en vue d'établir des zones franches et faire la production d'agro-carburant. » Des représentants de divers autres secteurs ont abondé dans le même sens. Garry Conille a trouvé du support seulement du côté de quelques représentants de la communauté internationale, des parlementaires et du président de la république, Michel Joseph Martelly.

C'est dans cet ordre d'idées que le président Martelly a donné un point de presse en compagnie de Garry Conille au palais national le jeudi 6 Octobre où il a déclaré qu'il va former un duo avec Conille. Un gouvernement représentatif, ouvert et inclusif va être formé pour répondre à ces priorités à savoir : l'Education, l'Emploi, l'Environnement et l'Etat de droit. « La reconstruction va commencer et tout le monde a son rôle à jouer pour la rendre effective. J'assume le choix du docteur Conille. Je suis le président du pays et en ma qualité de chef d'Etat, j'ai choisi mon Premier ministre », a déclaré le président Martelly, qui était sur la défensive concernant le choix de Garry Conille. Donc, il est évident que le choix de Garry Conille comme Premier ministre est venu de l'International et Martelly lui-même a dévoilé l'identité de son troisième Premier ministre désigné. Il avait indiqué qu'il allait choisir entre deux personnalités : Wilson Laleau, membre de son staff depuis la campagne électorale et Garry Conille qu'il ne connaissait même pas. Qui pis est, il n'a pas participé aux soi-disant élections qui ont porté Martelly au pouvoir.

En définitif, par arrêté présidentiel publié le 7 Octobre 2011, le président de la République a nommé Garry Conille Premier ministre. Il devrait présenter sa déclaration de politique générale le mardi 11 Octobre, mais à la dernière minute pour des raisons non connue, la séance a été renvoyée sine die.

continued from p(9)

making it effective," said Martelly.

The president was also somewhat defensive about the popular perception that Washington was behind Conille's nomination. "*I chose Dr. Conille,*" Martelly insisted. "*I am the president of the country and in my capacity as head of state, I chose my Prime Minister.*"

Prior to his choice, Martelly had said he would choose between two people: Wilson Laleau, a member of his staff since the election, and Garry Conille, whom he didn't even know at the time. The ultimate irony is that Conille did not even vote in the so-called elections which brought Martelly to power.

Following the Senate's vote, Garry Conille was named Prime Minister in an Oct. 7 presidential decree. He was supposed to present his general policy statement to the Parliament on Oct. 11, but at the last minute, for unknown reasons, the presentation was indefinitely postponed, according to Sorel Yacinthe the Chamber of Deputies' President.

Quand la Minustah pliera-t-elle bagage ?

Par Isabelle L. Papillon

Quelques jours avant la fin du mandat des forces d'occupation de l'ONU, la Mission des Nations Unies pour Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), appelée encore la mission de déstabilisation d'Haïti, des voix s'élèvent tant en Haïti qu'à l'étranger pour demander le retrait définitif des troupes de l'ONU en Haïti depuis plus de sept longues années. En Haïti, suite à de multiples violations des droits humains, des actes d'assassinat, de violences sexuelles et de la propagation de l'épidémie de Choléra, des manifestations de protestation réclamant le départ immédiat et inconditionnel des forces occupantes ne cessent de se répéter.



A l'étranger, non seulement il y a eu des manifestations partout, il y a eu également des lettres signées par de hautes personnalités du monde entier, des rapports d'universitaires, des délégations des organisations des droits humains, menant des enquêtes sur le terrain et exigeant le départ de la Minustah pour diverses raisons fondées en fait et en droit.

A noter que depuis l'apparition de l'épidémie de Choléra en Haïti, dont la Minustah est tenue pour responsable après avoir déversé des excréments dans les eaux et rivières d'Haïti, le bilan des victimes de cette maladie continue à augmenter régulièrement. Du 21 Octobre 2010 au 25 Septembre 2011, l'épidémie de Choléra a tué 6477 Haïtiens, indique le dernier bilan cumulatif du ministère de la Santé publique et de la Population. Il a aussi enregistré le nombre de 457,582 cas de personnes atteintes de diarrhée dont 243, 324 ont été hospitalisées et 236,847 traitées.

Le mardi 4 Octobre 2011, un groupe d'étudiants de l'université Harvard, des avocats des droits humains, des médecins, des experts de la Santé publique et des journalistes des Etats-Unis et du Canada ont produit un rapport relevant les différents types de violations des droits humains par des soldats de l'ONU tels : l'introduction de Choléra en Haïti, le vol, les actes de violences sexuelles, les réponses violentes à des manifestations populaires.

Dans le rapport, ils ont aussi dénoncé le comportement des responsables de la Minustah qui refusent jusqu'à présent d'admettre leur responsabilité dans la propagation du choléra, voire offrir des ressources suffisantes pour le traitement et la prévention de la maladie, sans oublier de justes compensations aux familles des victimes de l'épidémie. Ils ont également critiqué la

Suite à la page (16)

L'UNESCO ouvre la voie à l'attribution d'un siège pour la Palestine



Manifestation à Gaza devant le siège de l'UNESCO, en soutien à la demande d'intégration de la Palestine comme Etat-membre aux Nations Unies

Washington a menacé l'UNESCO de lui couper les vivres si elle décide d'intégrer la Palestine en tant que membre.

La Palestine a remporté une première victoire diplomatique dans sa quête d'un Etat après que le Comité exécutif de l'UNESCO [UN Educational, Scientific and Cultural Organisation] ait décidé de soutenir sa candidature comme membre de l'organisme culturel avec les droits d'un Etat.

Forte opposition américaine et française

Les alliés arabes de la Palestine ont bravé d'intenses pressions américaines et françaises, pour que la motion soit finalement présentée devant le comité des Etats membres où elle a été adoptée par 40 voix contre 4 - les Etats-Unis, l'Allemagne, la Roumanie et la Lettonie - et 14 abstentions [dont celle de la France qui n'assume pas ses positions résolument pro-israéliennes et préfère tenter de saboter l'initiative en coulisses - N.d.T].

La demande palestinienne sera maintenant soumise à l'assemblée générale de l'UNESCO à la fin du mois pour une approbation définitive, impliquant tous les 193 membres basés à Paris.

L'initiative a été immédiatement critiquée par les Etats-Unis et Israël. Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, a déclaré que l'UNESCO devait « réfléchir à nouveau » au sujet du vote sur l'admission palestinien.

« Inexplicable initiative »

Clinton, parlant aux journalistes, lors d'un voyage en République Dominicaine, a aussi décrit l'initiative comme « semant la confusion », alors que le Conseil de sécurité étudie une demande des Palestiniens pour une pleine adhésion aux Nations Unies, à laquelle les États-Unis s'opposent.

« J'ai trouvé assez déroutant et en quelque sorte inexplicable que vous ayez des organes des Nations Unies qui prennent des décisions au sujet d'un Etat ou d'un statut étatique alors que la question a été présentée aux Nations Unies », a éructé Clinton.

« Je pense que c'est une procédure très étrange », a-t-elle encore lâché.

« La décision sur le statut doit être tranchée par les Nations Unies et non par des groupes auxiliaires qui sont subsidiaires aux Nations Unies. »

David Killion, l'ambassadeur américain à l'UNESCO, a publié une déclaration exhortant toutes les délégations à se joindre aux États-Unis en votant « non » tandis qu'à Washington, Victoria Nuland, porte-parole du Département d'Etat américain a vivement critiqué les efforts palestiniens.

« Cela ne va pas créer un Etat pour eux », a-t-elle dit à son briefing quotidien. « Cela va rendre les choses plus difficiles ... Cela aggrave encore l'environnement de tension. »

Nimrod Barkan, ambassadeur d'Israël à l'UNESCO, a déclaré que la décision nuirait à l'agence et ne ferait pas avancer les aspirations des Palestiniens [Il est clair que les Israéliens savent mieux que personne ce qui « ferait avancer les aspirations des Palestiniens »... - N.d.T]. « Le problème est que la politisation de l'UNESCO est préjudiciable à la capacité de l'organisation à mener à bien son mandat », a-t-il dit à Reuters.

Manoeuvres françaises

La France, qui a plaidé en faveur du statut d'observateur aux Nations Unies, a déclaré que l'UNESCO n'était pas l'endroit pour soumettre le cas de la reconnaissance de la Palestine. « La priorité est de relancer les négociations », a dit le porte-parole de ministère des Affaires étrangères. « Nous considérons que l'UNESCO n'est pas l'endroit approprié et la Conférence générale n'est pas le bon moment. »

Candidature aux Nations Unies

Le mois dernier, le président palestinien Mahmoud Abbas a officiellement demandé au Conseil de Sécurité une adhésion pleine et entière aux Nations Unies, ignorant l'avertissement des Etats-Unis que ceux-ci opposeraient leur veto, ainsi que les menaces des membres du Congrès américain de restreindre l'aide américaine aux Palestiniens.

On s'interroge aussi sur l'éventualité que Washington puisse couper le financement de l'UNESCO si cet organisme devait accueillir les Palestiniens en tant qu'Etat-membre. Les Etats-Unis versent 22% des cotisations perçues par l'UNESCO, selon le Département d'Etat.

Les Palestiniens ayant obtenu un statut d'observateur auprès de l'UNESCO en 1974, afin d'obtenir la pleine adhésion, des « Etats » qui ne sont pas membres des Nations Unies, peuvent être admis à l'UNESCO avec une majorité des deux tiers de l'Assemblée générale.

Outre les gains diplomatiques que cela réprésente, être membre de l'UNESCO permettrait aux Palestiniens de demander le classement de ses monuments comme sites appartenant au patrimoine mondial, alors que le patrimoine d'une grande partie de la région est menacé [par la politique colonialiste et annexionniste israélienne].

[...] Pour maintenir la pression sur les Nations Unies, Mahmoud Abbas de l'Autorité palestinienne [de Ramallah] s'est tourné vers les institutions qui peuvent reconnaître un statut étatique à la Palestine - une campagne déclenchée par la rupture des [soit-disant] pourparlers de paix israélo-palestiniens, il y a un an.

Mardi, il a obtenu pour la Palestine le statut de partenaire au Conseil de l'Europe.

Le gouvernement américain a déclaré que les Palestiniens ne pourront obtenir un Etat indépendant sur les terres occupées par Israël en 1967, que via des négociations avec Israël, le principal allié de Washington dans le Moyen-Orient.

Al Jazeera 5 octobre 2011
Info-Palestine.net 6 octobre 2011

Le Nicaragua sur de nouveaux chemins économiques

Par Hedelberto López Blanch



L'administration du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), dirigé par le président Daniel Ortega, qui, selon tous les sondages, sera réélu lors des élections du 6 novembre prochain

Durant les presque cinq ans d'administration sandiniste, le peuple du Nicaragua a connu plus de progrès économiques et sociaux que durant les seize années des gouvernements libéraux antérieurs. L'administration du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), dirigé par le président Daniel Ortega, qui, selon tous les sondages, sera réélu lors des élections du 6 novembre prochain, a mené une action efficace dans le sens du développement du pays, et en faveur des secteurs les plus pauvres de la population.

Les autorités et les analystes du Nicaragua assurent que cette année, le Produit Intérieur Brut, soutenu par la production de l'industrie agro-alimentaire et le commerce, et par des exportations record, augmentera de 4 à 4,5%. L'économiste et professeur de l'Université Thomas More, Mauricio Peralta, a indiqué qu'il y avait une demande interne et externe accrues des produits du Nicaragua et que, en dépit des signes annonciateurs de tempête et des incertitudes aux États-Unis et en Europe, le pays aurait une bonne année économique.

En plus des exportations de produits comme le café, la viande bovine et la volaille, le pays recevra des revenus importants du tourisme et des transferts de fonds de citoyens installés à l'étranger. Venus principalement des États-Unis et du Costa-Rica, ces derniers ont augmenté de 9% relativement à 2010. Les investissements, qui atteindront cette année les 1000 millions de dollars, d'après les déclarations du directeur exécutif de l'Agence Pro Nicaragua, Javier Chamorro, constituent un facteur déterminant.

De nouvelles entreprises, comme une usine brésilienne de chaussures, s'installeront dans le pays d'Amérique Centrale et des études pour la construction d'un port en eaux profondes à Monkey Point, au Sud de Bluefield, dans la Mer des Caraïbes, ont commencé. Ce projet, associé à un chemin de fer interocéanique, qui permettra le transport de marchandises entre l'Atlantique (Monkey Point) et le Pacifique (El Realejo), était, depuis des lustres, laissé à l'abandon comme un choix inutile, parmi d'autres illusions mortes, comme l'a signalé le journal El Nuevo Diario.

Durant le forum d'investisseurs Crezcamos Juntos (Croissance Commune), tenu à Managua au milieu du mois d'août, Ortega a signé un accord avec l'entreprise brésilienne Andrade Guiterrez pour réaliser deux études sur le fameux port en eaux profondes. Cette construction bénéficiera au commerce mondial, puisque des millions de tonnes de marchandises d'autres pays pourront être transportées par cette voie alternative à Puerto Cortés au Honduras et au Canal de Panama.

Des dirigeants de l'entreprise de construction Andrade Guitiérrez, ont expliqué que l'étude de préfaisabilité serait faite en six mois et l'étude de faisabilité en 18 mois, pour un total de deux ans. Après la fin de ces études, en deux ans et demi, la route comme le port seront prêts. L'entreprise brésilienne travaille déjà à un projet hydroélectrique à Brito, dans la zone de Rio San Juan.

En août dernier, le gouvernement a annoncé l'augmentation de 6% du salaire minimum dans 13 secteurs de l'économie. Cette augmentation, bénéficie à 120 000 salariés des secteurs public et privé. Dans le cadre d'un accord entre le gouvernement, le secteur privé et les travailleurs, le salaire minimum mensuel moyen a été fixé au début de 2011 à 136,3 dollars. Le progrès économique a permis de créer des milliers de nouveaux emplois, et, d'après la Banque Centrale du Nicaragua, le chômage était de 7,4% en mai dernier, un des taux les plus bas de toute l'histoire du pays.

Depuis 2007, le gouvernement sandiniste a impulsé de nombreux programmes sociaux pour tenter de faire que la majorité de la population sorte de la misère et des conditions dramatiques dans lesquelles elle a vécu pendant des décennies.

C'est ainsi qu'ont été mis en place l'éducation et les soins médicaux gratuits dans des institutions publiques. Toute la population a été alphabétisée avec le programme cubain Yo Si Puedo, et le Nicaragua a été déclaré par l'UNESCO en 2009 troisième pays de la région libre de ce fléau. Avec l'aide économique accordée aux familles, l'absentéisme scolaire enregistré les années antérieures a diminué, puisque ceux qui doivent trouver des ressources par leurs propres moyens sont moins nombreux.

La santé publique s'étend à tout le pays et des programmes comme l'Opération Miracle, qui a rendu la vue à des milliers de citoyens, ont été mis en place (en collaboration avec Cuba et le Venezuela). La mission Todos Con Voz a détecté des personnes handicapées pour qu'elles soient aidées gratuitement chez elles et dans les hôpitaux de ce pays d'Amérique Centrale.

Dans le cadre de l'accord Usura Cero, des microcrédits à faible taux d'intérêt sont offerts aux populations des zones rurales pour développer leurs petits commerces, ce qui a bénéficié à des milliers de personnes. De même, dans le cadre du programme Hambre Cero, des familles pauvres possédant de petits lopins de terre, reçoivent une aide financière et des animaux d'élevage pour améliorer et augmenter la production et la commercialiser.

Avec le Plan Techo, 160 000 foyers ont reçu environ 1 600 000 lames cannelées de zinc, tandis que 30 000 autres ménages ont vu leur logement réparé ou agrandi, ou ont reçu de nouvelles maisons. Entre 2010 et 2011 5000 logements ont été accordés à des pauvres qui disposaient seulement de huttes au toit de chaume ou de tôle.

Devant ces avancées, le Fond Monétaire International (FMI), connu pour imposer des mesures néolibérales contre les politiques en faveur du bien-être social des peuples, a dû reconnaître, par la voix de son envoyé spécial à Managua, Marcello Estevao, que « l'économie nicaraguéenne a continué à croître à un rythme robuste durant le premier semestre de 2011 »

Durant le rassemblement, qui s'est tenu le 19 juillet dernier sur la Plaza de la Fe, à Managua, le président Daniel Ortega a affirmé que, s'il est réélu en novembre, son gouvernement continuera à améliorer et à renforcer le programme qu'il met en œuvre depuis 2007. La possibilité que le Nicaragua cesse d'être le second pays le plus pauvre d'Amérique Latine, devant Haïti, dépend maintenant de la décision que prendra le peuple le 6 novembre prochain.

Opciones, 5 Octobre 2011
Traduit de l'espagnol par Marc Harpon
Changement de Société
9 octobre 2011

New York:

Des Haïtiens Marchent en Solidarité avec le mouvement pour Occuper Wall Street



Les manifestants à Manhattan
(Photo : Greg Dunkel)



Les manifestants traversant le pont de Brooklyn
(Photo: Edgard Lafond)



La marche du 7 octobre qui a traversé le pont de Brooklyn. Quand les manifestants ont atteint le côté de Manhattan du pont, leurs rangs avaient grossi de quelques centaines. *Photo: Tony Savino*

Par Kim Ives

Le 7 Octobre dernier, des manifestants, tant haïtiens que leurs alliés internationaux, ont traversé le pont de Brooklyn pour montrer leur soutien au mouvement appelé Occupy Wall Street (OWS). Aux cris de «*Get Out of Haiti! Occupy Wall Street!* " (Quittez Haïti! Laissez nous occuper Wall Street!), les manifestants étaient partis de Cadman Plaza Park à Brooklyn autour de 17h30 pour marcher sur la rue piétonne du pont, où des centaines de navetteurs et de touristes ont montré leur solidarité avec les poings levés et les pouces en l'air.

Quand les manifestants eurent atteint le côté de Manhattan du pont, leurs rangs avaient grossi de quelques centaines. Ils avaient été accueillis par une autre manifestation de plusieurs centaines de manifestants de l'OWS, partant du sud de Broadway. Les deux groupes de marcheurs après s'être salués les uns les autres, se sont ensuite fusionnés derrière la bannière haïtienne pour faire le tour de City Hall Park avant de marcher ensemble vers le bas pour Zuccotti Park, où le mouvement de l'OWS est basé.

Une fois dans Zuccotti Park, Ray Laforest de l'International Haïti Support Network (ISHN) - l'un des sponsors de la marche - a parlé aux manifestants de l'OWS en utilisant le "mégaphone humain", où les mots se sont amplifiés lorsqu'ils sont repris à l'unisson par des centaines des voix.

«*Les occupations militaires que nous voyons en Irak et en Afghanistan sont les mêmes que celle d'Haïti* », a déclaré Laforest. « *Nous appelons à mettre fin à l›occupation militaire d'Haïti par l'ONU, qui est là seulement pour faire respecter les diktats de Washington et de Wall Street. Au lieu de cela, peuples du monde, unis, occupons Wall Street!* »

À plusieurs reprises au cours des deux dernières décennies, les Haïtiens avaient organisé des marches symboliques, parfois avec des milliers de manifestants, traversant le pont de Brooklyn pour protester contre les politiques fédérales racistes, les coups d›Etat en Haïti, ou la brutalité policière à New York.

La marche du 7 octobre a été appelée par une coalition de groupes de la communauté haïtienne, y compris ISHN, le parti Fanmi Lavalas (chapitre de New York), et le Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (Kakola), entre autres.

Suite de la page (14)

Minustah pour son incapacité à protéger les déplacés internes du tremblement de terre du 12 janvier 2010 contre les expulsions forcées et la violence basées sur le genre. La mauvaise organisation de la sécurité et le manque de communication avec des groupes d'Haïtiens sont aussi évoqués dans ce rapport.

Le mercredi 5 Octobre, une lettre signée par des centaines de personnalités de toutes disciplines de plus de quarante pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie, a été envoyée au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, celui de l'OEA, Jose Miguel Insulza et aux gouvernements qui maintiennent des troupes au sein de la Minustah enjoignant qu'elles soient remplacées par un plan de coopération solidaire. La lettre est claire, elle soutient que le Conseil de Sécurité de l'ONU ne peut pas affirmer qu'Haïti est une menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est absurde, la menace qui pèse sur Haïti c'est la faim, le chômage, l'analphabétisme… «La présence des troupes étrangères depuis plus de sept (7) ans n'a pas amélioré la situation du peuple, sinon qu'elle l'a aggravée par les violations des droits humains», dénonce le prix Nobel de la paix, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel. « Haïti est la scène de nombreuses violations commises contre le peuple. Haïti est un grand danger à cause entre autre du Choléra, de la pauvreté, de la marginalisation et de l'exploitation de son peuple. Ce sont les grands ennemis de l'humanité et du peuple haïtien. » a-t-il fulminé.

Dans la lettre adressée aux présidents des pays d'Amérique latine, on lit : « Cela fait plus de sept ans maintenant que des soldats de pays d'Amérique latine participent à cette occupation militaire immorale et non-justifiée, remplissant l'agenda des puissances étrangères et violant constamment la souveraineté et la dignité du peuple haïtien.

Le 15 Octobre, le Conseil de Sécurité des Nations Unies prévoit d'émettre une résolution qui renouvellerait le mandat annuel de la Minustah pour la septième fois. Nos gouvernements d'Amérique Latine ne doivent pas rester les bras croisés et approuver cette décision comme ils l'ont fait précédemment.

Au lieu de simplement soutenir la recommandation du Secrétaire général Ban Ki-Moon en faveur de la diminution du nombre de troupes jusqu'à un niveau plus proche de la quantité qui existait avant le tremblement de terre, nos gouvernements devraient fermement demander l'établissement d'un agenda de retrait de toutes les troupes étrangères. Nos gouvernements devraient commencer à retirer nos troupes unilatéralement et cesser d'impliquer nos nations dans cette entreprise criminelle et impérialiste. »

Dans cette perspective, le ministre brésilien de la défense, Celso Amorim a déclaré devant la commission des Affaires étrangères du Sénat brésilien, le jeudi 29 septembre dernier que le Brésil allait retirer 257 soldats sur un total de 2200 et ils vont quitter le pays dès le début du mois de mars 2012, dans le cadre d'un plan des Nations Unies visant à remettre aux Haïtiens la responsabilité de la sécurité de leur pays. « Nous ne devrions pas rester en Haïti pour toujours, ce ne serait pas bon pour nous et pour les Haïtiens. Mais nous n'allons pas quitter d'une manière irresponsable. Il est très important que le retrait ne soit pas considéré comme un désengagement du Brésil en Haïti. Nous convenons que la réduction progressive est nécessaire. » a-t-il indiqué.

Dans la foulée, une délégation d'observateurs des droits de l'homme conduite par des représentants de diverses organisations de plusieurs pays d'Amérique Latine, tels : l'observatoire de l'Ecole des Amériques, le Centre des droits constitutionnels, Pax Christi USA, le Centre d'investigation pour l'Economie et la Politique, le Comité d'Action sur Haïti, la Clinique Internationale des Droits de l'homme de l'université de Westen New England, le Conseil Interreligieux pour la paix et la justice, Action pour la Paix de Maine a séjourné du 25 septembre au 6 octobre 2011.

Pendant son séjour les 18 membres de la délégation ont rencontré les représentants de nombreuses organisations et institutions du pays entre autres : des groupes de femmes, d'étudiants, du mouvement social haïtien, des institutions sociales, des groupes de base et aussi des journalistes. Avant de quitter Haïti, ils ont donné une conférence de presse pour faire le bilan de leur visite dans un pays occupé par les casques bleus de l'ONU. Des membres d'organisations de droits de l'homme, d'organisations légales et religieuses et de Centre de Réflexions provenant des Etats-Unis ont appelé à mettre fin à l'occupation étrangère d'Haïti par le retrait immédiat de la Minustah.

Le fondateur de l'Observatoire de l'Ecole des Amériques, le Père Roy Bourgeois a déclaré : « L'observatoire de l'Ecole des Amériques (School of the Americas Watch) s'oppose à l'intervention militaire en Amérique latine depuis des décennies. Nous considérons que la Minustah est une extension de ce genre d'intervention sous un autre nom. »

Lauren Carasik, avocat de la clinique des Droits de l'homme de l'Ecole de Droit de l'université Western New England, de son côté a indiqué que : « Nous percevons clairement avec la thématique de la militarisation, qu'il n'est pas possible de promouvoir la démocratie à travers le canon d'un fusil. Nous nous opposons à toute forme d'intervention internationale et de domination en Haïti. Un grand nombre de groupes et d'individus avec qui nous nous sommes réunis nous ont dit que la Minustah et les grandes ONGs font partie du projet de domination et d'exploitation à outrance d'Haïti. »

Quant au représentant du Centre d'investigation en Economie et Politique, Dan Beeton, il a dit : « Nous avons commencé notre séjour sachant que la Minustah est contrôlée par le gouvernement des Etats-Unis. Depuis notre arrivée, nous avons écouté de nombreuses plaintes au sujet d'une vaste série d'abus commis par les troupes de la Minustah. Nous avons aussi vu peu de signes des contributions positives de la Minustah au moment où Haïti a le plus grand besoin de soutien, et cela nous amène à avoir des doutes sur la prétendue nécessité d'une présence continue de la Minustah.

La représentante de l'Organisation Pax Christi USA, Mary Anne Perron a fait savoir que la délégation ne voit pas de bon œil le projet du président Michel Joseph Martelly de ressusciter l'Armée d'Haïti : « Etant donné l'histoire de l'armée haïtienne dans le passé, une armée qui, historiquement a servi de force de répression contre le peuple haïtien, nous nous opposons à la reconstruction d'une telle force, en particulier, si celle-ci incorpore les mêmes violateurs des droits de l'homme. » La délégation a quitté Haïti le vendredi 7 Octobre.

Par ailleurs, ce même vendredi 7 Octobre, le Journal dominicain, El Nacional a rapporté que le major brésilien de la Minustah, Ricardo Alves Silva a été intercepté par des douaniers dominicains à l'aéroport de Las Americas. Il transportait dans ses bagages une somme de 30.000 dollars US sans aucune forme de déclaration. Il a déclaré que ce montant est destiné à l'achat d'asphalte pour le gouvernement haïtien de Michel Martelly.

Il était arrivé en République Dominicaine à bord d'un avion d'American Eagle en provenance d'Haïti et il avait dissimulé les 30.000 dollars verts dans une mallette présentée comme sac à main. Le casque bleu brésilien de l'ONU a été conduit, selon le Journal, à l'ambassade de son pays à Saint-Domingue pour suites nécessaires et l'argent a été confisqué par les autorités dominicaines. Un dossier de plus des occupants de l'ONU en Haïti.

En somme, à l'occasion du premier anniversaire de la propagation de l'épidémie de Choléra en Haïti par les soldats de l'ONU, le 19 Octobre prochain, une manifestation est prévue, à Port-au-Prince, par diverses organisations de mouvements sociaux haïtiens pour continuer d'exiger le départ immédiat et inconditionnel de la Minustah sur la terre de Dessalines. Les organisateurs de ce mouvement de protestation exigent également justice et réparation pour toutes les victimes des actes de violations des soldats des Nations Unies. Ils ont aussi dit NON mille fois NON à tout projet de milice rose de Michel Martelly pour persécuter les militants politiques qu'il a déjà qualifiés d'extrémistes. La Minustah doit partir et l'armée ne doit pas être ressuscitée.

Interview

Suite de la page (8)

Michel Martelly, un chanteur qui a été élu, grâce à la pression internationale et qui bénéficie d'une certaine sympathie des groupes de jeunes, surtout dans les bidonvilles des grandes villes. Beaucoup de gens semblent attendre de voir quelle sera son action. Comme il y a eu un conflit entre l'exécutif et le parlement sur la nomination du premier ministre1, le président a pris prétexte de l'absence du gouvernement pour expliquer qu'en quatre mois, il n'a rien fait. Donc on est un peu dans une situation contradictoire et dans l'expectative [4].

CL : Les élections qui ont porté Martelly à la présidence ont été entachées de fraudes, d'irrégularités...

CC : On est dans une situation pire que celle qui existait avant l'arrivée de la Minustah. Dans ses objectifs, il y avait d'abord de rétablir un climat de sécurité et de stabilité, ce qui n'est pas le cas. Au contraire, on voit des actes d'insécurité qui n'existaient pas avant, comme par exemple le kidnapping. Le trafic de cocaïne a augmenté, ce qui veut dire aussi qu'il y a plus d'armes, d'insécurité, même si cette insécurité est très exagérée par la presse internationale. Il y a une manipulation de cette insécurité pour justifier la présence des troupes étrangères.

Un autre objectif, c'était les élections démocratiques. Les élections présidentielles de novembre 2010 et mars 2011 ont eu lieu dans une ambiance de fraude, de non maîtrise de l'appareil électoral, avec beaucoup de conflits régionaux etc. Ce sont des élections entachées d'irrégularités, de malversations de toutes sortes et même de violence dans une certaine mesure ; elles ont aussi été caractérisées par une abstention massive alors qu'en général les gens se mobilisent beaucoup pour les présidentielles.

Le troisième volet, c'est la question des droits humains. Non seulement la Minustah se tait sur des violations systématiques de ces droits, notamment à la frontière avec le cas des migrants haïtiens repoussés par les troupes dominicaines, en violation de la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants et sur les conventions binationales signées par les deux pays. Mais en plus, l'affaire de viol à Port-Saint-Louis n'est que la pointe de l'iceberg ; d'ailleurs les journalistes ont découvert que dans la région de Port-Saint-Louis, plusieurs jeunes filles de 16 ans portaient des enfants pour les soldats de la Minustah. L'impunité est totale pour ces soldats, et nous avons des dizaines de femmes dont la vie est complètement gâchée et qui vont payer toute leur vie les conséquences de ces actes.

CL : Revenons un peu sur la vie politique et le retour de l'ancien président Duvalier, responsable d'une grande partie de la dette odieuse accumulée par le pays pendant sa dictature. Où en est la procédure judiciaire engagée sur la base de 18 plaintes dont 9 pour crime contre l'humanité en février dernier ? Comment a été perçu son retour ?



Le retour de Jean-Claude Duvalier fait partie d'un plan concocté probablement par les États-Unis et la France dans le cadre de la recomposition politique de l'extrême droite

CC : D'abord, il est clair que le retour de Jean-Claude Duvalier fait partie d'un plan concocté probablement par les États-Unis et la France dans le cadre de la recomposition politique de l'extrême droite. L'arrivée de Jean-Claude Duvalier a eu deux effets : une remobilisation de ses partisans et, du côté des secteurs démocratiques, des initiatives dans le cadre du devoir de mémoire. Beaucoup d'anciens prisonniers politiques ont donné leurs témoignages etc. Par exemple, dans la faculté où j'enseigne, on avait organisé un cycle de conférences de six semaines, traitant chaque semaine d'un aspect du régime des Duvalier : économique, politique, culturel... Ces conférences ont été télévisées et reproduites un peu partout dans le pays. Ça a joué un rôle très important dans le cadre de ce devoir de mémoire et de la mise en place d'un processus d'éducation politique, surtout pour les jeunes qui sont tentés par un sentiment nostalgique.

Du point de vue judiciaire, malgré les efforts de l'ancien commissaire du gouvernement pour traduire en justice Monsieur Duvalier, la mobilisation des avocats de droite a permis d'empêcher son arrestation. Duvalier est soutenu par l'oligarchie haïtienne, il est très puissant même si à présent, il est placé sous contrôle judiciaire et ne peut se déplacer. Le processus judiciaire est toujours ouvert et Duvalier est toujours menacé. Il a toujours une épée de Damoclès sur lui en raison des différents crimes perpétrés par son régime. Des crimes de droits humains, des crimes contre l'humanité et aussi des crimes économiques et financiers importants puisqu'il a été prouvé que des détournements importants et massifs ont eu lieu, des centaines de millions de dollars du Trésor Public, ayant été amassés par la famille des Duvalier.

Au niveau de la PAPDA, on a l'intention d'organiser une mission de solidarité avec Haïti qui serait composée de réseaux mondiaux et surtout latino-américains, et certainement le CADTM. L'un des objectifs de cette mission serait de faire le jour sur cette période duvaliériste et de mettre en lumière la responsabilité directe de Duvalier. Cela nous intéresse particulièrement dans la mesure où la dette qui est en train d'être payée a été générée pendant la dictature des Duvalier et que c'est une dette tout à fait odieuse. Le FMI et la Banque mondiale crient sur tous les toits que la dette a été annulée, mais c'est faux ! Le pays continue de rembourser une dette importante, ce qui contribue évidemment à hypothéquer son avenir et l'empêche de développer une stratégie efficace en termes de développement. A la PAPDA, nous allons insister sur l'aspect dette, l'aspect économique et aussi la responsabilité directe du régime parce qu'il a été le premier à signer un accord stand-by avec le FMI en novembre 1984, grâce auquel le FMI a pris le contrôle des politiques économiques en Haïti et qui a abouti à nous mettre dans cette dépendance presque totale aujourd'hui.

CL : Quelles sont les alternatives que la PAPDA propose pour pallier à l'interventionnisme du FMI et de certaines puissances mondiales ? Quels sont pour vous les défis et les solutions à apporter pour l'avenir d'Haïti ?

CC : Je pense que l'un des défis aujourd'hui, c'est la construction d'un instrument politique qui pourrait représenter sur la scène politique les intérêts et les revendications des associations de la société civile. C'est un des travaux futurs essentiels et nous nous investissons dans ce travail aujourd'hui. Deuxième tâche, c'est tout le processus de reprise en main de la souveraineté nationale qui passe par l'expulsion des troupes de la Minustah, l'expulsion de la CIRH et par la mise sous contrôle de l'accès des ONG. Le troisième point, c'est la mise en place d'un consensus entre les forces progressistes sur l'orientation du développement national notamment sur la place du secteur agricole. Nous avons la possibilité de revenir à un certain niveau de souveraineté alimentaire, de réduire la dépendance alimentaire qui s'est installée.

CL : Justement sur la situation du secteur agricole, qui est central pour la reconstruction du pays : les importations massives de semences OGM sont-elles toujours d'actualité ?

CC : Depuis 2009, on a une grande unité au niveau des forces paysannes progressistes. Le gouvernement de Bush avait décidé qu'Haïti serait un producteur d'agro-combustibles prioritaire au niveau du bassin des Caraïbes. Et ils avaient même décidé que 25 % du territoire d'Haïti seraient consacrés à la production de jatropha [5], ce qui serait une véritable catastrophe puisque la sécurité alimentaire est déjà menacée. Pendant le séisme, ils ont profité de la faiblesse institutionnelle pour introduire des OGM et la firme Monsanto a fait « cadeau » de 450 tonnes de semences dont nous ne connaissons pas exactement la nature. Elles vont augmenter la dépendance de la paysannerie par rapport aux produits de Monsanto et détruire une grande partie de l'agriculture paysanne. Nous avons réalisé deux grandes mobilisations, en juin 2010 et 2011, qui ont montré la grande détermination des paysans à refuser complètement les semences manipulées génétiquement et à défendre les semences locales, natives. Il y a eu en parallèle un projet d'échange de semences venues de différentes régions.

CL : Il y a donc un réel mouvement au niveau de la société civile, des mouvements sociaux pour reprendre l'avenir du pays en main...

CC : Oui, il se passe beaucoup de choses, même si nous n'avons pas encore tout à fait vaincu la dispersion des forces parfois. Mais, je crois vraiment qu'on avance. Dans les prochains mois, on aura des mobilisations collectives significatives et nous avançons vers la création de nouvelles forces politiques.

Notes

[1] La PAPDA, Plate-forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif, est membre des réseaux internationaux CADTM et Jubilé Sud. Voir leur site : www.papda.org

[2] Coup d'État orchestré contre le président Jean-Bertrand Aristide.

[3] La PAPDA est engagée dans une campagne pour le retrait des troupes de la Minustah. Voir http://www.papda.org/article.php3?i.... Voir aussi la lettre au secrétaire général de l'ONU lancée par Jubilé Sud et appuyée par différentes personnalités et organisations, dont le CADTM http://www.papda.org/article.php3?i...

[4] Le 4 octobre dernier, le Parlement a finalement approuvé la nomination de Gary Conille. Il s'agissait du troisième candidat au poste de premier ministre présenté par le président.

[5] Plante dont la production a été encouragée par les grandes transnationales pour la production d'agrocarburants.

CADTM 5 octobre 2011

Commémoration de l'assassinat de Dutty Boukman



Samedi 29 Octobre 2011
Grande activité culturelle avec le groupe Black Mistic pour commémorer le 220ème anniversaire de l'assassinat de notre héros national Dutty Boukman assassiné le premier novembre 1791

En première partie : Une petite réflexion sur la guerilla de Boukman
Deuxième partie le groupe Black Mistic

Samedi 29 Octobre 2011
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
7h PM

Donation $ 20.00

Informations
718-421-0162

Suite de la page (13)

et s'assurer qu'elle ne met pas en péril les Etats-Unis » !!!

Monsieur le Président Obama, une fois de plus nous vous demandons de faire preuve de justice, de rendre enfin aux cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González la liberté dont ils n'auraient jamais dû être privée.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Janet Napolitano Messieurs Harry Reid, Eric Holder, Pete Rouse, Donald Werrilli, John F. Kerry et M. l'Ambassadeur des USA en France.

En défense de Sankara

Blaise!
Blaise!
N'es-tu pas bourrelé de remords
Après la tragique mort
De ton frère Thomas
Avec qui tu prenais tes repas?
Comme un oiseau, tu lui as coupé les ailes.
Pourtant, il t'attend "au ciel".
T'est-il possible de dormir
Sans voir et revoir Thomas te dire et te redire:
Viens, mon frère,
On va partager la même demeure?
Il t'a toujours voulu du bien;
Comment, ça ne te dit plus rien?
Blaise,
Blaise!
Te souviens-tu des bienfaits de Thomas?
Il t'avait guidé pas à pas.
Pour récompense, tu l'as couronné d'un trépas.
Tu as hissé son drapeau de sang jusqu'au grand mât
Pour en faire un véritable branle-bas.
Blaise, tu es comme Caïn et Thomas, Abel.
Tu es l'instigateur de cette querelle
Qui a tranformé le Burkina en une *Tour de Babel*
Oú chaque famille parle un différent langage,
Où l'on envoie ad patres tous les sages
Enfantés par ce pays à travers les âges.
Tu as assommé Thomas d'un coup mortel,
Lui qui t'a souhaité un bonheur éternel.
Sa mère t'a comblé de son amour maternel,
Et son père t'a fait jouir d'une bienveillance paternelle.
Scélérat!
Tu es ingrat.
Tu n'aurais pas
Dû éliminer Thomas.
Frapper Thomas aurait dû bouleverser tes entrailles.
On sait que t'es fier de ton sale travail.
Mais, tu files en zigzag comme un train sans rail.
T'as abusé de son altruisme, ses failles,
Pour le dérouter comme un navire sans gouvernail.
Blaise Compaoré,
N'es-tu pas timoré
En observant ruisseler le sang
De Thomas, ton frère innocent,
Dont tes flèches ont percé le flanc?
Pourquoi as-tu fait ça?
Comment as-tu pu faire ça?
Est-ce pour de l'argent?
Pour plaire à l'Occident?
Pour esquisser un sourire à Paris
Ou pour satisfaire les bourgeois d'ici?
Mais, tuer Thomas, c'est se faire maudit.
Des foudres célestes, en as-tu fait fi?
Aujourd'hui dans son sépulcre obscur, Thomas gît.
Dans la honte, par contre, patauge ton ignominieuse vie.
Tu as bu le calice jusqu'à la lie.
T'es le chef suprême du pays
Comme l'oiseau en est de son nid.
Alors, vieux, as-tu souvenance d'avoir partagé un lit
Avec celui dont tu as tranché la vie?
Sous ton égide, le Burkina va de mal en pis.
Quand les marginalisés murmurent en dents de scie,
Tes sbires leur tombent dessus à bras raccourcis.
La répression sur le dos des malheureux s'appesantit.
En vérité, les coeurs sont contrits!
Malmenées, les herbes sont devenues toutes rabougries.
La terre s'est révoltée et demande un temps de répit**.**
Le millet se récolte pour de la bière,
Mais ne sert pas à réduire la misère.
Blaise, Thomas t'en avait mis en garde:
Le millet doit nourrir
Et non pas aiguiser l'ivrognerie qui retarde
La capacité de se procurer du vivre et du vêtir.
Serais-tu devenu un soûlard toi-même?
Quand tu lèves le coude,
Penses-tu à ton frère siamois?
Avec plaisir, tu sèmes
La terreur. Tu fais la sourde
Oreille quand, dans tes rêves, Thomas te demande: pourquoi?...
Souvent, tu es convoqué à Paris
Pour planifier des coups réussis.
Grâce au Quai d'Orsay,
Tu es un personnage malheureusement vénéré.
Avec couleurs et champagne,
De la réputation, tu gagnes.
Tu fais bombance et ripaille
En célébrant la mort de Thomas à Versailles.
Quand, avec **Dame France, tu prends ton vin rouge,**
Ne vois-tu pas dans ton verre le sang rouge
De Thomas aussi vif que la colère
De son père et de sa mère?
Eux qui t'ont traité avec sagesse!
Eux qui t'ont bercé avec tant de tendresse!
Mais, la mère de Thomas, c'est aussi ta mère.
Le père de Thomas, c'est aussi ton père.
Pourquoi leur causer tant d'alarmes?
Pourquoi te réjouir de leurs larmes?
Pourquoi intimer l'ordre à de sots gendarmes
De patiner dans le sang d'un frère d'armes?
Aujourd'hui, une vieille mère pleure:
Qu'elle s'appelle *Burkina*
Ou *Haute Volta*,
Elle ressent la même douleur
Peu importe sa rude ardeur.
Aujourd'hui, *Ouagadougou*
Offre l'image d'un béant trou
Où l'on jette des corps mutilés de coups,
Où survivre constitue un défi pareil à celui d'un zoo.
Quid de cette "*Terre des Hommes Intègres*"?
Se sont-ils envolés comme des aigles maigres?
Se sont-ils tous devenus des traîtres?
Diantre! Blaise, tu crèves les coeurs.
Tu piétines les bonnes moeurs.
Je vois ta conscience s'ériger en glaive,



Thomas Sankara assassiné le 15 octobre 1987

Et prononcer un verdit à chaque soupir d'une veuve
Dont le mari fut limogé par ta cécité politique
Qui ronge le Burkina et même toute l'Afrique.
En Europe étant, tu as visité la Tour Eiffel.
Ebahi, tu as exclamé: "qu'elle est belle!".
Quand l'Européen blanc arrive au Burkina,
Tu lui montres la tombe de Thomas
Comme un sacré butin de guerre
Qui vante les prouesses supposées de ton ère.
En public, ces blancs te trouvent épatant
Et s'estiment contents
De ton sale boulot.
Mais, à voix basse, ils chuchotent que t'es un salaud
De la plus belle eau.
Depuis ton accession au pouvoir
Se sont multipliés les lieux de supplice
Pour mâter filles et fils
Et tous les dissidents du terroir.
Blaise, serais-tu "ce criminel en puissance"
Faute de "formation politique"? (1)
Tu en as créé l'ambiance,
cher; es-tu enfin ce personnage machiavélique?
Viens, donc, Blaise.
Assieds-toi; sois à ton aise.
Ecoute, est-ce toi le monstre prédit par ton frère-prophète
Qui allait dévorer les Burkinabés pire que des bêtes?
Le jour où tu arrêtas ce corps en éveil,
Josué (2), pour sa part, "arrêta [de nouveau] le soleil".
Il ordonna à un archange invincible
De punir la Terre pour ce coup terrible.
Dans la sphère céleste apparut un visage énervé
Qui demanda comptes et se décida à venger.
La vengeance de Thomas viendra du "ciel".
Comme il t'en avait averti
Avant ton coup d'état irréfléchi:
"Je [te] verrai au ciel".
Oui, là-haut dans le "ciel",
Ce sera un perpétuel *Noël*.
Tu y seras exposé au musée des horreurs,
Et Thomas y figurera au tableau d'honneur.
Là-haut dans le "ciel",
Dis-je, chanteront une kyrielle
De chérubins et de séraphins
Dans un concert sans fin
Pour saluer la bonté de ton ex-ami intime,
Aujourd'hui ta plus grande victime.
Du haut du "ciel", avec pitié,
Thomas t'observera gémir avec Méphistophélès;
Ta puissance sera neutralisée,
Car seront enchaînés les démons et leurs maîtresses.
A jamais, tu deviendras le captif
De ton captif.
Thomas s'en est allé au "ciel" en acceptant la mort.
Toi, tu as choisi la vie en adorant le Veau d'or.
Là où il dort,
Deux anges s'y plantent des deux bords.
Son altruisme demeure son unique trésor,
Et son esprit de pardon, encore plus fort.
Car, un esprit saint vit dans son vieux corps.
Le "*mens sana in corpore sano*" (3)
S'est manifesté à travers le berger de Burkina Faso.
Thomas, tu es ce martyr qui a exposé
La loi du profit dans toute sa cruauté.
On rapporte que ta fosse est inconnue
Ou méconnue,
Mais ta lutte ardue par tous est bien connue.
Ton nom était trop pur
Pour l'Occident dont tu as vaincu l'armure.
Il a effacé de la terre ta chair démembrée,
Mais n'arrive pas à enterrer tes nobles pensées.
Selon ta formule, marxisme et
panafricanisme s'embrassent
Comme lianes et bois dans les forêts s'enlacent.
Tu resteras un enfant chéri, un vertical guerrier
Dont les blindés et la propagande ne sauraient faner les lauriers.
On se rappelera toujours les accords plaqués par ta guitare;
Les cyclistes garderont en mémoire tes courses achevées avec phare.
Va! Va-t'en Thomas!
Va pas à pas
Évoluer dans la dimension astrale.
Ta sincérité magistrale
Est incompatible à la corruption terrestre
Qui te claque au nez portes et fenêtres.
Pour cela, tu dois t'en aller.
Cette Terre: trop insalubre pour héberger ta rare charité.
Mais… Patience!
Patience!
Thomas renaîtra dans un temps record.
Sur lui n'auront de pouvoir **ni** les hommes **ni** le sort.
Bientôt, seront mis hors
D'état de nuire les tyrans au port
Altier comme le roi Nabuchodonosor.
Déjà, sa foi en la révolution sert de réconfort
Aux gens d'ici tout comme ceux du dehors.
Déjà, une multitude de rameaux décorent
Son jardin de combat, et une pléthore
De rois-mages y viennent lui apporter leur support;
Ils professent un mépris à ceux qui lui ont causé du tort
Pendant son pèlerinage sous forme d'un périssable corps.
Sous peu, le peuple actualisera le 4 août.
Sa victoire rappellera aux mémoires courtes
Qu'il peut refaire en plein midi
Ce qu'il fit en "*Une Seule Nuit*"(4).
Bientôt, finira la néocolonisation.
Le Burkina entier chantera une même chanson
Comme si c'était hier en "*Une Seule Nuit*"_
Prélude au grand jour où le soleil luit.
La prochaine nuit s'annonce tumultueuse
Mais victorieuse.
Elle éclipsera la barbarie
Pour faire rayonner une démocratie
Répandue par le vent
De la révolution à travers les champs.
Une révolution qui placera le peuple au plus haut rang.
Jamais! Elle ne saurait s'étioler dans la nuit des temps.
…pourtant, Thomas Isodore Noël Sankara n'est pas mort.
C'est toi Blaise Campaoré qui es bel et bien mort.

****

1.-Citation de Sankara: "Un militaire sans formation politique est un criminel en puissance".

2.-Josué: Personnage biblique. La Bible dit que Josué "arrêta le soleil", prolongea la journée à l'effet de livrer bataille et de vaincre les non croyants.

3.-"Mens sana in corpore sano": adage latin signifiant "un corps saint dans un esprit saint"

4.- " Une Seule Nuit": titre de l'hymne national burkinabé écrit par Sankara.

Réginal Souffrant
25 septembre, 2011

Suite de la page (12)

examens effectués sur les échantillons qui ont été recueillis par l'ONU. A ma connaissance, personne n'a pu obtenir cette information, sauf l'ONU.

Il aurait été très intéressant de tester les soldats (aucun d'entre eux n'a été testé) et de vérifier comment les analyses effectuées pour trouver le germe dans le camp et dans le ruisseau près du camp ont été effectuées. La recherche du germe du choléra dans l'environnement nécessite des méthodes et des compétences bien spécifiques, et je n'ai jamais été en mesure de vérifier si ces analyses ont été effectuées correctement.

DC: Quand est ce que les premières infections de choléra ont été identifiés. Et quand avons-nous su, pour un fait, que des Haïtiens étaient atteints de choléra?

RP: Le 21 Octobre, au moment où un premier échantillon obtenu d'une malade a été cultivé.

DC: Et quand est ce que les soldats Népalais de l'ONU ont été identifiés comme la source du choléra?

RP: Certains journalistes ont pointé du doigt le camp de l'ONU près de Mirebalais vers la fin d'Octobre 2010.

A la fin de Novembre, j'ai confirmé cette hypothèse dans mon rapport [un brouillon de ce rapport a été divulgué dans le web en Décembre.]. Puis mon rapport définitif a été publié en mai 2011, et les résultats du génotypage [séquençage de l'ADN] des souches du Népal ont été publiés en août. Cependant, vous savez que l'ONU continue à nier que le choléra a été introduit par les Casques bleus.

DC: Evidemment. En fait, il y a des rapports indiquant que l'ONU a récemment déversés ses déchets dans la rivière Guayamouc près de la ville de Hinche. http://www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2011/sep/11/haiti-unitednations-minustah-cholera. Comme vous nous l'avez expliqué, des cas actifs du choléra sont survenus dans la base de l'ONU à Mirebalais. Donc l'ONU aurait bien su la source du choléra avant nous tous. Quoi qu'il en soit Dr Piarroux, je crois comprendre que deux semaines après le déclenchement en Octobre 2010, le CDC a montré que les souches choléra provenant de trois Haïtiens étaient identiques.

RP: Le fait que les échantillons de choléra de trois malades haïtiens étaient identiques a seulement montré que ces personnes étaient infectées par la même souche. Ceci est très fréquent lors d'une épidémie. Ce n'était qu'une première étape, et non décisive, pour progresser vers la connaissance de l'origine de l'épidémie.

DC : Le CDC aurait pu trouver l›ADN du choléra du Népal à cette époque pour la comparer à l›ADN du choléra des Haïtiens? L›étude la plus récente suggère que, d'après le séquençage d›un type de choléra en provenance du Népal, l›ADN est tellement identique à celle du choléra en Haïti que si la CDC avait fait cette comparaison, ils n'auraient pas pu distinguer les échantillons des haïtiens de celles des népalais.

RP: Je ne suis pas sûr que les souches népalaises aient été disponible à cette époque. Même sans cela, la source de l'épidémie était évidente en Octobre 2010. Par exemple, regardez la carte qui illustre le premier rapport de l'OPS/OMS, publié le 22 Octobre. En regardant cette carte, vous comprendrez facilement que l'épidémie de choléra devrait avoir commencé en amont de l'Artibonite, à Mirebalais. http://reliefweb.int/node/371964

DC: C'est mon impression que le choléra en Haïti s'était propagée très rapidement au début? Avez-vous trouvé la propagation initiale du choléra en Haïti semblable aux autres épidémies que vous aviez observées auparavant, ou était-ce exceptionnellement rapide?

RP: La propagation de cette épidémie a été exceptionnellement rapide.

Par exemple, le premier pic de l'épidémie au bas de l'Artibonite a été atteint le 21 Octobre, avec plus de 2000 nouveaux cas et près de 100 nouveaux décès dans la journée. On était seulement deux jours après les premiers cas admis dans les hôpitaux de cette région ! C'est la première fois que je vois cela. Même dans les camps de réfugiés à Goma, au Zaïre, en 1994, il avait fallu plus de temps pour atteindre le pic épidémique (l'épidémie a commencé à la mi Juillet et a atteint son pic après deux semaines). Partout ailleurs, il faut plusieurs semaines, voire des mois pour avoir autant de cas.

La gravité exceptionnelle du début de l'épidémie de choléra en Haïti a été due au fait que des milliers de personnes s'étaient contaminés simultanément le 19 Octobre par l'eau de boisson puisée de l'Artibonite. L'épidémie a été si grave que les gens qui ont vu mourir leurs amis et parents ont tenté de fuir vers d'autres régions et ont diffusé le germe dans de nombreuses municipalités d'Haïti.

Encore une fois, je n'ai jamais vu une propagation de l'épidémie aussi rapide que celle du choléra en Haïti au cours du mois d'Octobre 2010.

DC: Beaucoup d'entre nous ont vu la carte de John Snow de l'épidémie de choléra à Londres en 1854. Dans cette carte, l'épidémie semble plus ciblée, avec une propagation limitée à la zone immédiate autour de son épicentre. Comment était l'épidémie de choléra d'Haïti pendant ses premiers jours?

RP: La différence est qu'au lieu d'une pompe, c'est une rivière qui a servi de vecteur à l'eau contaminée, résultant en l'atteinte simultanée de dizaines de milliers de personnes. Donc un espace beaucoup plus vaste a été frappé simultanément pendant les premiers jours de l'épidémie en Haïti.

A Suivre

Desalin kote w ye?

Desalin kote w ye?
Ou ki te koupe tèt lesklavaj
Boule kay lesplwatasyon
Pou ban nou yon nanchon
Kote w ye jodi a?
Desalin kote w ye?
Ou te fè blan frase
Fwote dyòl yo atè
Pou yo pa janm tounen
Kote w ye jodi a?
Desalin ou te di
Tè Dayiti se manman libète
K ap akouche toupatou
Van esplwatasyon soufle
Jodi a kote w ye?
Desalin ou se lwa
Nan tèt Chalmay Peral
Ak tout vanyan kako
Ki sonje sa w te fè
Jodi a kote w ye?
Desalin ou te la
Nan Kazal
Nan Bokozèl
Lè Titanyen tou wouj
Kou Ponwouj
Pou lit pèp la vanse
Jodi a kote w ye?
Desalin tonnè
Kote w ye?
Wochanmbo retounen
Meriken redebake
Kanadyen vin mele
Ayiti nan twa chenn
Jodi a kote w ye?
Jodi a Desalin
San w bouyi nan venn nou
Lwa w monte nan tèt nou
Nou sèmante devan lemonn antye
Fòk nou fè yon lòt Lakrètapyewo.

TONY LEROY
Oktòb 2006

Poème sur le CHE Guerrillero Héroïque

Ce soir le peuple est triste,
Triste que tu sois parti
Vers le chemin du repos éternel
Tu peux partir la tête haute et le cœur en paix
Vers les étoiles
Vers ces étoiles qui brillent de mille éclats
Un éclat écarlate
Tu as su donner espoir
À tant de gens, de justice et de liberté
Mais tu es parti si rapidement
Ton combat ne faisant que commencer
Alors à nous, peuple de la terre
De le continuer et d'y croire
O mon Commandante
À jamais tu vivras dans le cœur des opprimés
À jamais tu resteras gravé dans nos mémoires
Ton souvenir n'est pas éphémère
Et tant que le peuple croira en toi,
Tu vivras

Maxime Godin-Monat
Novembre, 1998

Dessalines

J eune, il connut les rigueurs de l'esclavage
E t le fouet sur son dos creusa de longs sillons
A lors il prit le maquis et il se fit marron
N e faisant que des vœux pour qu'éclatât l'orage
«
J e brandis mon épée et mon sabre vengeurs
A u nom du droit qu'ont tous les hommes Noirs et Jaunes
C omme pour conquérir à tout jamais un trône
Q ui leur assurera pour toujours le bonheur
U n pays sans le fouet d'un nouveau commandeur
E t le pouvoir de se choisir leurs dirigeants
S ans aucun souci pour le diktat d'aucun géant.
»
D uclos, pardonne-nous d'avoir hypothéqué
E t notre Indépendance et notre Liberté !
S ous le poids de nos fautes, tous nous succombons.
S ans Capitaine et sans Boussole nous errons
A u rythme des courants marins qui nous entraînent
L oin de l'Héritage ancestral, loin de nos plaines.
I mplorant avec ferveur le secours divin
N ous réclamons son pardon pour ton précieux sang
E t celui de nos compatriotes innocents
S ur Haïti répandu de nos propres mains.

F rère, nous avions profané ton contrat social,
O ui celui qu'aux Gonaïves d'un air martial
N ous avions juré levant les mains aux cieux
D e garder comme la prunelle de nos yeux
A l'unisson nous avions crié haut et fort
T out notre être jura à l'univers entier
E t l'écho de nos voix remplit les sentiers
U nion, paix, progrès, indépendance ou la mort
R etentissent dans toutes nos maisons, nos forts.

D e la servitude nous renversions l'autel
E t transformions nos chaînes en épées pour défendre

L'homme noir dont l'homme blanc fit un criminel
A u nom du droit que la force et l'argent engendrent

N ous avions survécu au régime sanglant
A u désespoir de la Métropole, du colon.
T alleyrand, Brunet, Rochambeau, Napoléon
I mpuissants pour contenir le fleuve, le torrent
O gé, Boukman, Toussaint, Capoix et Dessalines
N ous forgèrent Haïti, au prix de leur sang.

H ommages à vous chefs qui exposiez vos poitrines
A ux baïonnettes du cruel Rochambeau
I nsensibles à la potence, à l'échafaud
T enaces, ne reculant pas devant l'odieux crime
I nhumain dont Morpas fut l'illustre victime.
E nhardis par le désir de briser leurs fers
N os pères assouvirent leur haine à Vertières
N os aïeux vengèrent trois siècles de souffrance
E t mirent fin à l'arrogance de la France.

Paul Maurice François

Requiem pour Jean-Jacques Dessalines

(Paroles et musique de Guesly Morisseau… Ti Gous)

Dors, Jean-Jacques Dessalines!
Dors, Jean-François Germain!
Dors, Charlotin Marcadieu!
Haïti vous dit : Adieu!

Dors, Jean-Jacques Dessalines!
Dors, Etienne Victor Mentor!
Dors, Louis Boisrond-Tonnerre!
Rendez la terre à la terre!

Mort, où est ta victoire!
Mort, où est ta mémoire!
Nos amis de carrière,
Oubliant la prière
De l'abbé français,
T'ont devancée:
Même, sans être intrépides,
Furent pourtant plus rapides,
Hélas! Plus fratricides!

D'où qu'on arrive,
Faut passer la rive.
Mais, il y a un pont
Ou les suppôts,
Les lâches
Se cachent,
Attendant dans la peur
Qu'il vienne l'Empereur,
Pour, tout tremblant,
Crier l'ordre sanglant!

Dors, Dessalines !
Requiem, Dessalines !



Jean-Jacques Dessalines assassiné le 17 octobre 1806

Ton sang arrose
La robe des roses.

Parle à ton âme,
Garde la flamme.
Parle à la mort…

Pas de remords!

Pour la première fois
Ne te tente l'effroi,
Tu as connu les fers,
Que t'importe! L'enfer
Fut ton lot quotidien,
Ton ange gardien,
Le feu qui éveille
Tes misérables veilles,
Tes nuits sans sommeil!

Le temps qui passe
Vide l'espace…
Rien ne revient,
Tout devient
Confusion,
Illusion

D'une vie qui s'éloigne
Quand la mort empoigne!
Tant de souffrances!
Tant d'espérance!

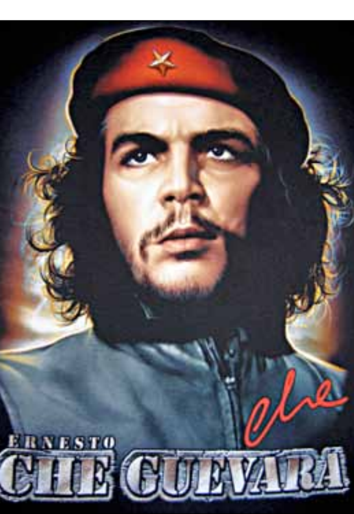
«Humide et froid séjour, fait par et pour le crime;
«Ou le crime, en riant, immole sa victime!
«Que peuvent inspirer tes fers et tes barreaux
«Quand un cœur pur y goûte un innocent repos!»

Che Commandant,

Ce n'est pas parce que tu es tombé
que ta lumière est moins haute.
Un cheval de feu
soutient ta statue de guérillero
dans le vent et les nuages de la Sierra.
Ce n'est pas parce que tu ne parles plus
que tu es silence.
Et ce n'est pas parce qu'ils te brûleront,
qu'ils te cacheront sous terre,
qu'ils te déroberont à nos yeux
dans des cimetières, des bois, des déserts,
qu'ils vont nous empêcher de te trouver,
Che Commandant,
Ami.

De toutes ses dents
L'Amérique du Nord rit. Mais, soudain,
elle se retourne sur son lit
de dollars. Le rire se fige
en un masque
et ton grand corps de métal
monte, se dissémine,
comme des taons dans les guérillas
et ton large nom blessé par des soldats
illumine la nuit américaine
d'une étoile subite, tombée,
au milieu d'une orgie.
Tu le savais, Guevara,
mais tu ne l'as pas dit par modestie,
pour ne pas parler de toi-même,
Che Commandant,
Ami.

Tu es partout. Dans l'indien



Che Guevara exécuté le 9 octobre 1967

fait de rêves et de cuivre. Et dans le Noir
mêlé à une multitude écumante
et dans l'être du pétrole et du salpêtre,
et dans le terrible abandon
de la banane, et dans la grande pampa des peaux,
et dans le sucre, et dans le sel et dans les caféières,
toi, statue mobile de ton sang, tel qu'ils t'ont abattu,
Vivant, comme ils ne te voulaient pas.
Che Commandant,
Ami.

Cuba te sait par coeur. Visage,
de barbes clairsemée. Et ivoire
et olive sur la peau de saint jeune.
Ferme, la voix qui ordonne sans commander,
qui commande, compagne, ordonne amie,
douce et dure de chef camarade.
Nous te voyons chaque jour ministre,
chaque jour soldat, chaque jour
personne simple et difficile
chaque jour.
Et pur comme un enfant
ou comme un homme pur.
Che Commandant,
Ami.

Tu passes dans ta tenue de campagne
décolorée, déchirée, toute trouée.
Celui de la forêt, comme avant
celui de la Sierra. A moitié nu
la poitrine puissante de fusil et parole,
d'ouragan ardent et de lente rose.
Il n'est pas de repos.
Salut, Guevara!
Ou mieux encore, depuis le fond de l'Amérique:
Attends-nous. Nous partirons avec toi.
Nous voulons
mourir pour vivre comme tu es mort,
Pour vivre comme tu vis,
Che Commandant,
Ami.

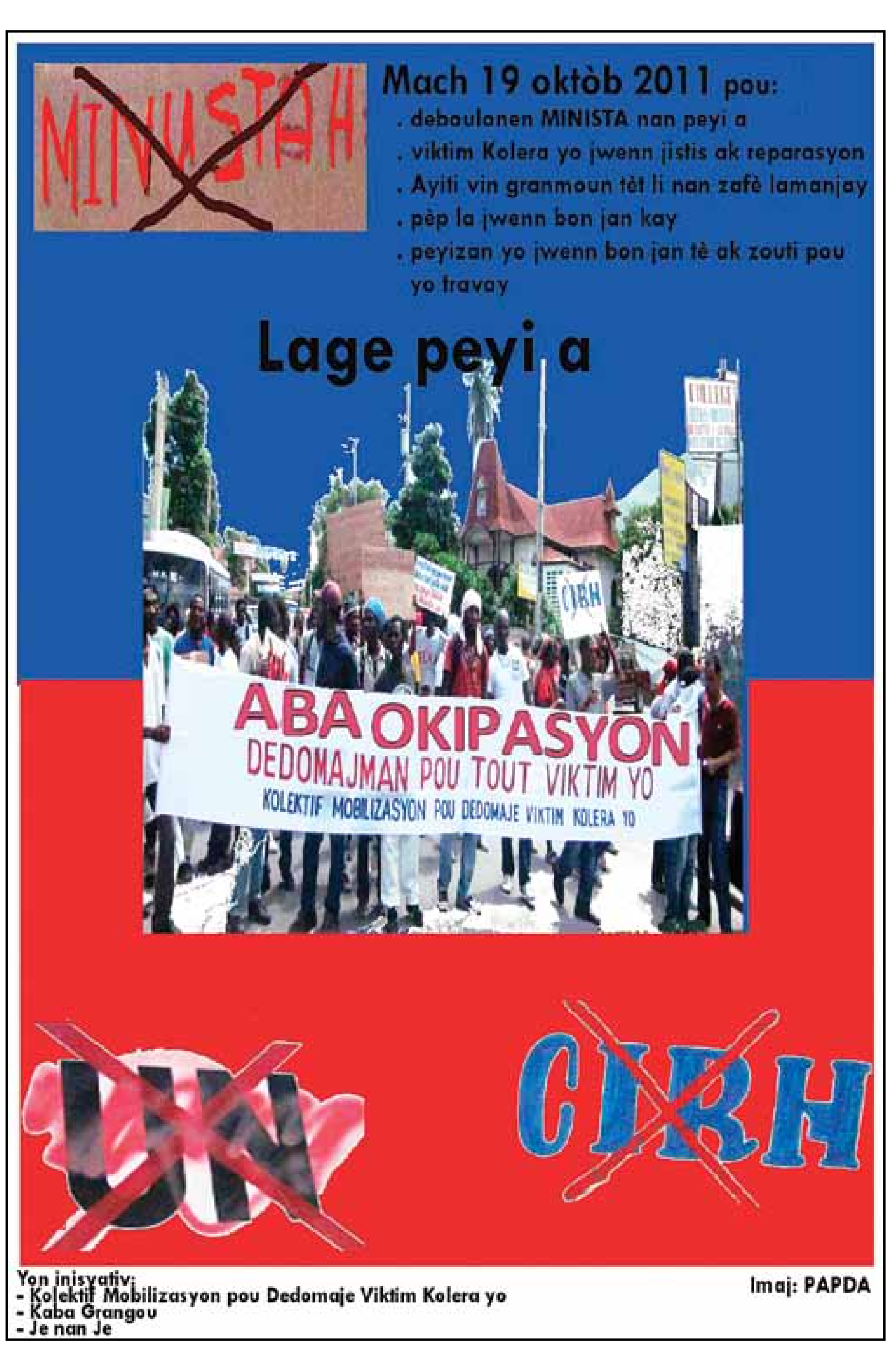
Nicolas Guillen

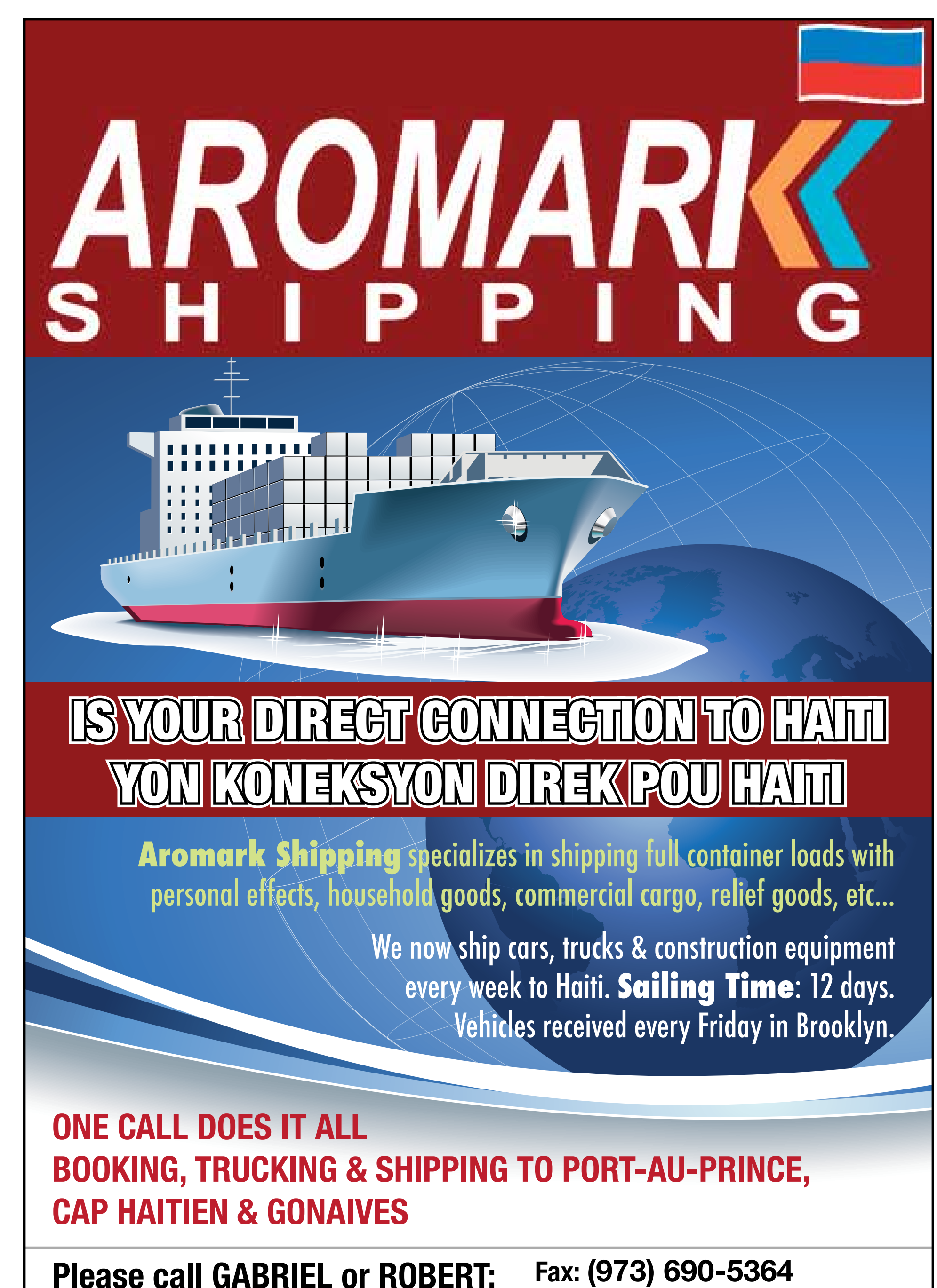
Che Guevara

De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Je vois, la nuit, dans mes rêves, un fantôme
Cigare aux lèvres, il chevauche.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
À dos d'âne, solitaire, il chevauche
Sur sa monture, récite Pablo Neruda.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Il fait le tour de la terre en silence.
Dans son sac, des livres, un carnet, un stylo.
En bandoulière, un fusil pour le maquis.
Ne comptant plus le temps, il tourne et tourne.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
À la recherche du passage, de l'autre chemin.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Solitaire, un fantôme à dos d'âne.
Sur son béret une étoile, comme une couronne.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Sur son âne, le temps s'est figé, solitaire.
Le temps s'est sali de tortures et d'ordures.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Chevauche un fantôme à dos d'âne.
D'une rafale, un jour d'octobre,
Il est tombé pied nu dans le vent.
Il est tombé pour toujours brisant son stylo.
À la croisée du chemin, il est tombé.

De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Il est tombé souriant aux mains des Seigneurs,
Qui depuis font bombance et de notre peine se moquent.
Il est tombé avec son béret, comme une couronne.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.
Un fantôme chevauche à dos d'âne.
Et son étoile brille maintenant dans nos yeux.
De la Sierra-Maestra à la Higuera.

Pierre Lalanne
Janvier, 1998









Book on AA.COM
Call 1-800-433-7300 USA
2229-6000, 2999-6000 HAITI

American

Visit American Airlines Ticket Sales Centers:

USA
Miami International Airport (MIA)
Future Ticketing, Concourse D, 2nd Level

John F. Kennedy Airport (JFK)
Future Ticketing, Lane 2, Departure Level

HAITI
International Airport of Toussaint Louverture (PAP)

HAITI, DELMAS
Delimart, Delmas 32 Plaza, Autoroute de Delmas

PÉTION-VILLE
Choucoune Plaza, Rue Lamarre, Pétion-Ville, Haiti

Or contact your favorite Travel Agency.

PAP FLIGHT SCHEDULE FROM AUGUST 23-NOVEMBER 17, 2011

U.S. Departing Cities	Departure Time	Flight No.	Arrival Time
MIA-PAP	6:20am	377	7:25am
MIA-PAP	9:45am	1291	10:45am
MIA-PAP	2:10pm	813	3:05pm
FLL-PAP	7:05am	807	8:00am
JFK-PAP	9:00am	837	12:00pm

Departing PAP	Departure Time	Flight No.	Arrival Time
PAP-MIA	8:45am	816	11:45am
PAP-MIA	11:55am	822	3:05pm
PAP-MIA	4:15pm	1908	7:20pm
PAP-FLL	9:05am	1988	12:05pm
PAP-JFK	1:15pm	896	6:29pm

